

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[C – 2024/007364]

Extrait de l'arrêt n° 75/2024 du 4 juillet 2024

Numéro du rôle : 7310

En cause : le recours en annulation des articles 153, 3° et 5°, 162 et 163 de la loi du 5 mai 2019 « portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social », introduit par l'ASBL « Défense Active des Amateurs d'Armes » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents Pierre Nihoul et Luc Lavrysen, et des juges Thierry Giet, Joséphine Moerman, Michel Pâques, Yasmine Kherbache, Danny Pieters, Sabine de Bethune, Emmanuelle Bribosia, Willem Verrijdt, Katrin Jadin et Magali Plovie, assistée du greffier Nicolas Dupont, présidée par le président Pierre Nihoul,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 22 novembre 2019 et parvenue au greffe le 26 novembre 2019, un recours en annulation des articles 153, 3° et 5°, 162 et 163 de la loi du 5 mai 2019 « portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social » (publiée au *Moniteur belge* du 24 mai 2019) a été introduit par l'ASBL « Défense Active des Amateurs d'Armes », Marco Kuchler et Stève Durand, assistés et représentés par Me Frank Judo et Me Tim Souverijns, avocats au barreau de Bruxelles.

Par arrêt interlocutoire n° 50/2021 du 25 mars 2021, publié au *Moniteur belge* du 6 mai 2021 (ECLI:BE:GHCC:2021:ARR.050), la Cour a posé à la Cour de justice de l'Union européenne la question préjudicielle suivante :

« L'article 7, paragraphe 4*bis*, de la directive 91/477/CEE, lu en combinaison avec la partie II, catégorie A, points 6 à 9, de l'annexe I à la même directive, viole-t-il les articles 17, paragraphe 1, 20 et 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et le principe de protection de la confiance légitime en ce qu'il n'autorise pas les États membres à prévoir un régime transitoire pour les armes à feu visées dans la catégorie A9 qui ont été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017, alors qu'il les autorise à prévoir un régime transitoire pour les armes à feu visées dans les catégories A6 à A8 qui ont été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017 ? ».

Par arrêt du 5 mars 2024 dans l'affaire C-234/21 (ECLI:EU:C:2024:200), la Cour de justice de l'Union européenne a répondu à la question.

Par ordonnance du 13 mars 2024, la Cour, après avoir entendu la juge-rapporteuse Magali Plovie et le juge Willem Verrijdt, rapporteur en remplacement du juge-rapporteur Danny Pieters, légitimement empêché, a décidé :

- de rouvrir les débats pour statuer quant au fond sur le deuxième moyen,
- d'inviter les parties à exposer, dans un mémoire complémentaire à introduire le 10 avril 2024 au plus tard et à communiquer aux autres parties dans le même délai, leur point de vue sur l'incidence de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne précité pour l'examen du deuxième moyen des parties requérantes,
- qu'aucune audience ne serait tenue, à moins qu'une partie n'ait demandé, dans le délai de sept jours suivant la réception de la notification de la présente ordonnance, à être entendue, et
- qu'en l'absence d'une telle demande, les débats seraient clos le 24 avril 2024 et l'affaire serait mise en délibéré.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1.1. Les articles 151 à 163 de la loi du 5 mai 2019 « portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social » (ci-après : la loi du 5 mai 2019) modifient plusieurs dispositions de la loi du 8 juin 2006 « réglant des activités économiques et individuelles avec des armes » (ci-après : la loi du 8 juin 2006).

La plupart de ces dispositions constituent la transposition partielle de la directive (UE) 2017/853 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 « modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes » (ci-après : la directive (UE) 2017/853). Les autres dispositions apportent quelques modifications techniques à la loi du 8 juin 2006 (*Doc. parl.*, 2018-2019, DOC 54-3515/001, p. 245).

B.1.2. Les parties requérantes attaquent l'article 163 (premier moyen), l'article 153, 5°, (deuxième moyen) et l'article 162 (troisième moyen) de la loi du 5 mai 2019. Par son arrêt n° 50/2021 du 25 mars 2021 (ECLI:BE:GHCC:2021:ARR.050), la Cour a rejeté le recours en annulation en ce qu'il est dirigé contre les articles 162 et 163 de la loi du 5 mai 2019. Par conséquent, seul le deuxième moyen doit encore être examiné.

B.2.1. Dans le deuxième moyen, les parties requérantes font valoir que l'article 153, 5°, de la loi du 5 mai 2019 n'est pas compatible avec les articles 10, 11, 12, 14 et 16 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme (ci-après : le Premier Protocole additionnel), avec l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, avec l'article 49 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et avec le principe de la confiance légitime.

B.2.2. L'article 12, alinéa 2, de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit ».

L'article 14 de la Constitution dispose :

« Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi ».

L'article 16 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité ».

L'article 7, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou international. De même il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise ».

L'article 1er du Premier Protocole additionnel dispose :

« Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les États de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes ».

L'article 15, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose :

« Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier ».

L'article 49, paragraphe 1, de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dispose :

« Nul ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une infraction d'après le droit national ou le droit international. De même, il n'est infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit une peine plus légère, celle-ci doit être appliquée ».

B.3.1. Les vingtième et vingt-et-unième considérants de la directive (UE) 2017/853 mentionnent que les armes à feu qui peuvent uniquement tirer des munitions à blanc et les armes à feu qui produisent uniquement des signaux acoustiques représentent elles aussi un risque pour la sécurité publique :

« Il existe un risque important que des armes de spectacle et d'autres types d'armes tirant des munitions à blanc soient transformées en armes à feu véritables. Il est donc essentiel de répondre au problème de l'utilisation de ces armes à feu transformées lors de la commission d'une infraction, en particulier en incluant celles-ci dans le champ d'application de la directive 91/477/CEE. En outre, afin d'éviter le risque que des armes d'alarme et de signalisation soient fabriquées d'une manière qui leur permette d'être transformées afin de propulser des plombs, une balle ou un projectile par l'action de la combustion d'une charge propulsive, la Commission devrait adopter des spécifications techniques qui empêchent leur transformation.

Eu égard au risque important de réactivation d'armes à feu incorrectement neutralisées, et afin de renforcer la sécurité dans toute l'Union, il convient que la directive 91/477/CEE s'applique à de telles armes à feu. Il convient de définir les armes à feu neutralisées d'une manière qui reflète les principes généraux de neutralisation des armes à feu tels que prévus par le protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, joint à la décision 2014/164/UE du Conseil, qui transpose ce protocole dans le cadre juridique de l'Union ».

B.3.2. Pour cette raison, l'article 1er, point 19), de la directive (UE) 2017/853 complète l'annexe I, partie II, de la directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 « relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes » (ci-après : la directive 91/477/CEE). À la catégorie A (armes à feu interdites), il est ajouté un nouveau point 9, à la catégorie B (armes à feu soumises à autorisation), il est ajouté un nouveau point 8 et à la catégorie C (armes à feu et autres armes soumises à déclaration), il est ajouté un nouveau point 5. Ces points identiques disposent :

« Toute arme à feu dans cette catégorie qui a été transformée pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou en arme de spectacle ».

Le nouvel article 1er, paragraphe 1, point 5), de la directive 91/477/CEE définit les armes de spectacle comme étant « les armes à feu spécifiquement transformées pour servir uniquement au tir de munitions à blanc, à l'occasion par exemple de représentations théâtrales, de séances de photos, de tournages de films, d'enregistrements télévisuels, de reconstitutions historiques, de parades, d'événements sportifs ou de séances d'entraînement ».

B.3.3. L'article 153, 5°, attaqué, de la loi du 5 mai 2019 transpose ces nouvelles dispositions de la directive 91/477/CEE. Il ajoute à l'article 3 de la loi du 8 juin 2006 un nouveau paragraphe 4, qui dispose :

« Les armes à feu qui ont été transformées pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou qui ont été transformées en armes de spectacle, et les armes à feu non transformées dans ce but servant uniquement à tirer les cartouches ou les substances précitées, demeurent dans la catégorie dans laquelle elles ont été réparties sur la base des paragraphes 1er et 3 ».

Le nouvel article 2, 26°/1, de la loi du 8 juin 2006 définit les armes de spectacle comme « les armes à feu spécifiquement construites ou transformées pour servir uniquement au tir de munitions à blanc, à l'occasion par exemple de représentations théâtrales, de séances de photos, de tournages de films, d'enregistrements télévisuels, de reconstitutions historiques, de parades, d'événements sportifs ou de séances d'entraînement ».

Les travaux préparatoires de la loi du 5 mai 2019 indiquent :

« La catégorie A, point 9, et la catégorie B, point 8, de la directive, disposent que les armes à feu transformées dans le but de tirer des cartouches ou des substances bien déterminées ne changent pas de catégorie. Ainsi, une arme à feu soumise à autorisation ne devient pas en vente libre en la transformant afin de tirer encore uniquement des cartouches à blanc. Ce principe est inscrit dans un nouveau paragraphe 4 de l'article 3 de la loi sur les armes.

Le fait que des armes à feu authentiques – donc non transformées – sont, dans la pratique, uniquement utilisées avec les cartouches ou substances visées (par exemple, cartouches à blanc, balles traçantes, etc.) n'a pas non plus pour conséquence que cette arme à feu change soudainement de catégorie. Actuellement, cette disposition figure déjà dans la circulaire ministérielle relative à la législation sur les armes, mais il est recommandé de l'intégrer également dans la loi » (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3515/001, p. 247).

B.4. Les parties requérantes n'attaquent l'article 153, 5°, de la loi du 5 mai 2019 qu'en ce qu'il porte sur les armes à feu prohibées et soumises à autorisation qui ont été transformées pour servir uniquement au tir de munitions à blanc.

Par ailleurs, elles n'attaquent pas l'interdiction ou l'obligation d'autorisation en soi, mais uniquement l'absence de régime transitoire au profit des personnes qui ont légalement acquis et enregistré de telles armes à feu avant le 3 juin 2019. Elles font valoir que la disposition attaquée n'est, dans cette mesure, pas compatible avec le principe d'égalité et de non-discrimination, lu en combinaison avec le principe de la confiance légitime, avec le droit au respect des biens et avec le principe de légalité en matière pénale.

B.5. Par son arrêt n° 50/2021, précité, la Cour a jugé qu'en ce qu'elle ne prévoit pas de régime transitoire pour les armes à feu qui ont été transformées pour servir uniquement au tir de munitions à blanc et qui ont été légalement acquises ou enregistrées entre le 13 juin 2017 et le 3 juin 2019, la disposition attaquée est compatible avec les normes de référence invoquées dans le moyen pour les motifs exposés en B.7.1 à B.10.4 de cet arrêt. Les personnes qui ont acheté une telle arme à feu au cours de cette période étaient en effet censées savoir qu'elle serait bientôt prohibée ou soumise à autorisation.

La Cour doit cependant encore examiner la compatibilité de la disposition attaquée avec les normes de référence citées dans le moyen en ce qu'elle ne prévoit pas davantage un régime transitoire au profit des personnes qui ont légalement acquis et enregistré avant le 13 juin 2017 une arme à feu qui a été transformée pour servir uniquement au tir de munitions à blanc.

B.6.1. Par son arrêt n° 50/2021, la Cour a jugé qu'en ce qui concerne l'absence de régime transitoire pour les armes à feu visées dans la catégorie A9 qui ont été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017, il était nécessaire de poser la question préjudicielle suivante à la Cour de justice :

« L'article 7, paragraphe 4bis, de la directive 91/477/CEE, lu en combinaison avec la partie II, catégorie A, points 6 à 9, de l'annexe I à la même directive, viole-t-il les articles 17, paragraphe 1, 20 et 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et le principe de protection de la confiance légitime en ce qu'il n'autorise pas les États membres à prévoir un régime transitoire pour les armes à feu visées dans la catégorie A9 qui ont été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017, alors qu'il les autorise à prévoir un régime transitoire pour les armes à feu visées dans les catégories A6 à A8 qui ont été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017 ? ».

B.6.2. Par son arrêt du 5 mars 2024 en cause de *Défense Active des Amateurs d'Armes ASBL e.a.* (C-234/21, ECLI:EU:C:2024:200), la grande chambre de la Cour de justice de l'Union européenne a répondu à la question préjudicielle précitée comme suit :

« 31. Par sa question, la juridiction de renvoi demande, en substance, si l'article 7, paragraphe 4bis, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, lu en combinaison avec les points 6 à 9 de la 'Catégorie A – Armes à feu interdites', figurant à l'annexe I, partie II, A, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, est valide au regard de l'article 17, paragraphe 1, et des articles 20 et 21 de la Charte ainsi que du principe de protection de la confiance légitime.

32. Ainsi qu'il ressort tant des explications fournies par cette juridiction que du libellé de cette question, cette dernière repose sur la prémisse selon laquelle cet article 7, paragraphe 4bis, autorise les États membres à prévoir un régime transitoire pour les armes à feu relevant des catégories A.6 à A.8, qui ont été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017, mais ne les y autorise pas s'agissant d'armes à feu relevant de la catégorie A.9.

33. Dans ces conditions, il convient de vérifier d'emblée si ledit article 7, paragraphe 4bis, doit être interprété en ce sens qu'il n'autorise pas les États membres à prévoir un régime transitoire pour les armes à feu relevant de la catégorie A.9, qui ont été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017.

34. Afin de déterminer si tel est le cas, il convient, conformément à la jurisprudence constante de la Cour, d'interpréter cette disposition en tenant compte non seulement de ses termes, mais également du contexte dans lequel elle s'inscrit et des objectifs poursuivis par la réglementation dont elle fait partie (arrêt du 1er août 2022, *Sea Watch*, C-14/21 et C-15/21, EU:C:2022:604, point 115 ainsi que jurisprudence citée).

35. En outre, selon un principe général d'interprétation, un acte de l'Union doit être interprété, dans la mesure du possible, d'une manière qui ne remette pas en cause sa validité et en conformité avec l'ensemble du droit primaire de l'Union et, notamment, avec les dispositions de la Charte. Ainsi, lorsqu'une disposition du droit dérivé de l'Union est susceptible de plus d'une interprétation, il convient de donner la préférence à celle qui rend cette disposition conforme au droit primaire de l'Union plutôt qu'à celle conduisant à constater son incompatibilité avec celui-ci (arrêt du 21 juin 2022, *Ligue des droits humains*, C-817/19, EU:C:2022:491, point 86 et jurisprudence citée).

36. En premier lieu, s'agissant du libellé de l'article 7, paragraphe 4bis, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, il convient de rappeler que cette disposition permet aux États membres, notamment, de décider de confirmer, renouveler ou prolonger les autorisations pour des armes à feu semi-automatiques relevant du point 6, 7 ou 8 de la catégorie A relativement à une arme à feu qui était classée dans la catégorie B et qui a été légalement acquise et enregistrée avant le 13 juin 2017, sous réserve des autres conditions établies dans [cette] directive'.

37. Il découle de ce libellé que la faculté offerte aux États membres par cette disposition, à savoir celle de confirmer, de renouveler ou de prolonger des autorisations, ne s'applique qu'aux armes à feu semi-automatiques relevant des catégories A.6 à A.8 qui étaient, avant l'entrée en vigueur de la directive 2017/853, classées dans la 'Catégorie B – Armes à feu soumises à autorisation' figurant à l'annexe I, partie II, A, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2008/51 (ci-après la 'catégorie B'), et qui avaient été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017. En outre, il ressort dudit libellé que cette faculté n'est accordée que sous réserve du respect des autres conditions établies dans la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853.

38. En l'occurrence, tout d'abord, il ressort de la décision de renvoi que l'aspect du litige au principal auquel se rapporte la question posée concerne des armes à feu semi-automatiques qui relèvent de la catégorie A.9 et qui ont été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017.

39. Ensuite, il y a lieu d'observer que les points de vue des parties à la procédure devant la Cour divergent quant au point de savoir si les armes à feu semi-automatiques transformées pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou en armes de spectacle étaient, avant l'entrée en vigueur de la directive 2017/853, classées dans la catégorie B. En particulier, en se référant à des interprétations divergentes de la directive 91/477 par les États membres, le Conseil de l'Union européenne soutient que, avant l'ajout de la catégorie A.9 par la directive 2017/853, il n'était pas clair si ces armes à feu relevaient ou non du champ d'application de la catégorie B.

40. En revanche et enfin, tous les participants à l'audience du 8 mai 2023 ont soutenu que les armes à feu relevant de la catégorie A.9 qui satisfont à la fois aux critères de cette catégorie et à ceux de l'une des catégories A.6 à A.8 peuvent également relever de ces dernières catégories.

41. Dans ces conditions, aux fins de la prise en compte, en deuxième lieu, du contexte dans lequel s'inscrit l'article 7, paragraphe 4bis, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, il y a lieu de vérifier si les armes à feu concernées, d'une part, étaient, avant l'entrée en vigueur de la directive 2017/853, classées dans la catégorie B et, d'autre part, peuvent relever à la fois de la catégorie A.9 et de l'une des catégories A.6 à A.8.

42. Premièrement, quant au point de savoir si les armes à feu concernées étaient, avant l'entrée en vigueur de la directive 2017/853, classées dans la catégorie B, il convient de constater que, ainsi que M. l'avocat général l'a relevé, en substance, aux points 52 à 55 de ses conclusions du 24 novembre 2022, les armes à feu semi-automatiques qui relèvent de la catégorie A.9, à savoir les armes transformées pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou en armes de spectacle, satisfont, malgré leur transformation, aux critères définissant la notion d'arme à feu' prévus aussi bien à l'article 1er, paragraphe 1, point 1, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, qu'à cet article 1er, paragraphe 1, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de la directive 2017/853.

43. En effet, il ressort du libellé de chacune de ces dispositions que, sous réserve de certaines exceptions, constitue notamment une arme à feu non seulement toute arme à canon portative qui est conçue pour propulser des plombs, une balle ou un projectile par l'action de la combustion d'une charge propulsive, mais également toute arme à canon portative qui peut être transformée à cette fin, étant entendu qu'un objet est considéré comme pouvant être ainsi transformé s'il revêt l'aspect d'une arme à feu et, du fait de ses caractéristiques de construction ou du matériau dans lequel il est fabriqué, il peut être ainsi transformé.

44. Or, à cet égard, le considérant 20 de la directive 2017/853 précise qu'il existe un risque important que des armes de spectacle et d'autres types d'armes tirant des munitions à blanc soient transformées en armes à feu véritables. En outre, quant aux armes à feu semi-automatiques relevant, notamment, de l'une des catégories A.6 à A.8, en ce qu'elles ont été conçues pour propulser des plombs, une balle ou un projectile par l'action de la combustion d'une charge propulsive, puis transformées pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou en armes de spectacle, et relevant donc de la catégorie A.9, il est constant qu'elles peuvent retrouver leur niveau de dangerosité antérieur en étant à nouveau transformées pour propulser des plombs, une balle ou un projectile par l'action de la combustion d'une charge propulsive.

45. Une telle appréciation est corroborée par l'annexe I, partie III, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2008/51, dès lors que le législateur de l'Union y a expressément exclu la définition d'arme à feu, notamment, les objets ayant été rendus définitivement impropres à l'usage par une neutralisation assurant que toutes leurs parties essentielles ont été rendues définitivement inutilisables et impossibles à enlever, remplacer, ou modifier en vue d'une réactivation quelconque. Cette annexe I, partie III, ne prévoyait en revanche aucune exclusion de ce type s'agissant des armes transformées pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou en armes de spectacle.

46. Certes, le considérant 20 de la directive 2017/853 précise également qu'il est essentiel de répondre au problème posé par de telles armes à feu transformées en incluant celles-ci dans le champ d'application de la directive 91/477. Il ne saurait toutefois en être déduit que ces armes à feu transformées ne relèvent du champ d'application de cette directive que depuis l'entrée en vigueur de la directive 2017/853. En effet, étant donné que lesdites armes satisfont à la définition d'une arme à feu énoncée à l'article 1er, paragraphe 1, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2008/51, il convient de comprendre la précision figurant à ce considérant de la directive 2017/853 en ce sens que, eu égard aux interprétations divergentes évoquées au point 39 du présent arrêt, elle vise à confirmer que les armes à feu transformées relèvent du champ d'application de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853.

47. Il découle des considérations qui précèdent que les armes à feu concernées doivent être considérées comme ayant été, avant l'entrée en vigueur de la directive 2017/853, classées dans la catégorie B, laquelle visait, à ses points 1 et 4 à 7, les armes à feu semi-automatiques.

48. Deuxièmement, quant au point de savoir si les armes à feu semi-automatiques qui ont été transformées pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou en armes de spectacle peuvent relever à la fois de la catégorie A.9 et de l'une des catégories A.6 à A.8, il convient de relever que, aux termes de la catégorie A.9, celle-ci comprend ' toute arme à feu dans cette catégorie ' qui a été transformée pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou en arme de spectacle.

49. Partant, il résulte du libellé de la catégorie A.9 que, pour qu'une arme à feu puisse relever de cette catégorie, une telle arme doit, d'une part, satisfaire aux critères énoncés aux points 2, 3, 6, 7 ou 8 de la ' Catégorie A – Armes à feu interdites ', figurant à l'annexe I, partie II, A, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853 (ci-après les ' catégories A.2, A.3, A.6, A.7 ou A.8 '), et, d'autre part, avoir été transformée pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou en arme de spectacle.

50. Ce libellé tend ainsi à indiquer que le fait qu'une telle transformation a été effectuée sur une arme, impliquant son inclusion dans la catégorie A.9, n'a pas pour effet de soustraire celle-ci à sa classification dans les catégories A.2, A.3, A.6, A.7 ou A.8. En effet, d'une part, les armes relevant de la catégorie A.9 satisfont, ainsi qu'il a été indiqué au point 42 du présent arrêt, aux critères définissant la notion d' ' arme à feu ' figurant à l'article 1er, paragraphe 1, point 1, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, et, d'autre part, ces catégories A.2, A.3, A.6, A.7 ou A.8 n'opèrent aucune distinction selon que les armes à feu qu'elles visent ont été transformées ou non.

51. En troisième lieu, en ce qui concerne les objectifs poursuivis par les directives 91/477 et 2017/853, premièrement, il ressort du considérant 20 de cette dernière directive et des éléments de la procédure législative ayant abouti à l'adoption de la directive 2017/853 dont dispose la Cour que l'ajout, au cours de cette procédure législative, de la catégorie A.9 visait à clarifier, au regard d'une situation disparate dans les États membres, que les armes à feu transformées pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou en armes de spectacle relevaient du champ d'application de la directive 91/477.

52. En revanche, ainsi que l'a relevé, notamment, la Commission, aucun de ces éléments n'indique que le législateur de l'Union aurait souhaité, par cet ajout, soustraire les armes à feu ayant subi une telle transformation aux catégories A.2, A.3, A.6, A.7, A.8 ou au champ d'application de l'article 7, paragraphe 4bis, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853. En particulier, il ne résulte d'aucun des considérants de la directive 2017/853 que les armes relevant de la catégorie A.9 seraient exclues de ces catégories ou de ce champ d'application.

53. Deuxièmement, le législateur de l'Union ayant relevé, au considérant 31 de la directive 2017/853, que celle-ci respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus, en particulier, par la Charte, il y a lieu de considérer que cet article 7, paragraphe 4bis, vise à garantir le respect des droits acquis et, en particulier, celui du droit de propriété garanti à l'article 17, paragraphe 1, de la Charte, en ce qu'il permet, en substance, aux États membres de maintenir les autorisations déjà accordées pour les armes à feu relevant des catégories A.6 à A.8, qui étaient, avant l'entrée en vigueur de cette directive, classées dans la catégorie B et qui avaient été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017, de sorte que la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, n'impose pas l'expropriation des détenteurs de telles armes (voir, en ce sens, arrêt du 3 décembre 2019, République tchèque/Parlement et Conseil, C-482/17, EU:C:2019:1035, point 135).

54. Or, eu égard à cet objectif de garantir le respect des droits de propriété acquis, ledit article 7, paragraphe 4bis, bien que prévoyant une exception au principe de l'interdiction de la détention d'armes à feu relevant des catégories A.6 à A.8, ne saurait faire l'objet d'une interprétation qui aurait pour effet d'exclure de son champ d'application de telles armes lorsqu'elles remplissent également les critères supplémentaires énoncés à la catégorie A.9. En effet, ainsi que le démontre la présente demande de décision préjudicielle, une telle interprétation soulèverait des interrogations quant à la conformité à l'article 17 de la Charte de cet article 7, paragraphe 4bis, alors même que cette dernière disposition vise précisément à assurer le respect du droit de propriété.

55. Troisièmement, en ayant adopté la directive 2017/853, le législateur de l'Union a continué à poursuivre, dans le contexte de l'évolution des risques sécuritaires, l'objectif annoncé au cinquième considérant de la directive 91/477 de renforcer la confiance mutuelle entre les États membres dans le domaine de la sauvegarde de la sécurité des personnes en prévoyant, à cet effet, des catégories d'armes à feu dont l'acquisition et la détention par des particuliers sont, respectivement, interdites, soumises à autorisation ou soumises à déclaration, objectif qui vise lui-même à assurer le bon fonctionnement du marché intérieur (arrêt du 3 décembre 2019, République tchèque/Parlement et Conseil, C-482/17, EU:C:2019:1035, point 54).

56. En outre, la directive 91/477 poursuit l'objectif d'assurer la sécurité publique des citoyens de l'Union (voir, en ce sens, arrêt du 3 décembre 2019, République tchèque/Parlement et Conseil, C-482/17, EU:C:2019:1035, points 49 et 126).

57. Or, aucun de ces objectifs ne s'oppose à ce que les détenteurs d'armes à feu relevant à la fois de l'une des catégories A.6 à A.8 et de la catégorie A.9 puissent bénéficier du régime transitoire prévu à l'article 7, paragraphe 4bis, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853.

58. En effet, d'une part, une telle interprétation est de nature à atteindre l'objectif de faciliter le fonctionnement du marché intérieur.

59. D'autre part, quant à l'objectif d'assurer la sécurité publique des citoyens de l'Union, tout d'abord, ainsi que M. l'avocat général l'a relevé au point 72 de ses conclusions du 24 novembre 2022, les armes à feu répondant aux critères de la catégorie A.9 apparaissent présenter un danger moins immédiat que celles relevant exclusivement des catégories A.6 à A.8, en ce que ces dernières permettent directement de tirer des balles ou des projectiles, tandis que les premières ne font que détoner et expulser des gaz, de sorte que les unes constituent un danger actuel, tandis que les autres ne présentent qu'un danger potentiel, en cas de nouvelle transformation.

60. Ensuite, il ressort du libellé de l'article 7, paragraphe 4*bis*, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, que la faculté prévue à cette disposition ne s'applique qu'à des armes à feu qui ont été légalement acquises et enregistrées avant le 13 juin 2017. Or, cela implique notamment que les exigences, en particulier celles relatives à la sécurité, prévues à cet égard par la directive 91/477, dans sa version applicable avant l'entrée en vigueur de la directive 2017/853, aient été respectées.

61. Enfin, ce libellé implique que, au moment où un État membre envisage, en application de ladite disposition, de confirmer, de renouveler ou de prolonger une autorisation pour une arme à feu semi-automatique relevant des catégories A.6 à A.8, les autres conditions, en particulier celles relatives à la sécurité, établies dans la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, soient satisfaites.

62. Partant, ainsi que l'ont soutenu le Parlement européen, le Conseil et la Commission lors de l'audience du 8 mai 2023, il n'apparaît pas que l'objectif d'assurer la sécurité publique des citoyens de l'Union puisse être compromis du fait que les détenteurs des armes à feu relevant à la fois de l'une des catégories A.6 à A.8 et de la catégorie A.9 peuvent bénéficier du maintien, au titre de l'article 7, paragraphe 4*bis*, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, des autorisations déjà accordées pour des armes relevant de ces catégories A.6 à A.8.

63. En quatrième lieu, une telle interprétation de cet article 7, paragraphe 4*bis*, qui s'accorde, ainsi qu'il ressort des considérations qui précèdent, avec le libellé de cette disposition et le contexte dans lequel elle s'inscrit ainsi qu'avec l'économie et les objectifs de la réglementation dont elle fait partie, n'a pas non plus pour conséquence de priver de tout effet utile ladite disposition ni l'ajout, par la directive 2017/853, de la catégorie A.9.

64. En effet, d'une part, ainsi qu'il a été relevé, notamment, aux points 53 et 54 du présent arrêt, cette interprétation assure, au contraire, l'effet utile dudit article 7, paragraphe 4*bis*, en ce qu'il vise à garantir le respect des droits acquis et, en particulier, celui du droit de propriété garanti à l'article 17, paragraphe 1, de la Charte.

65. D'autre part, ladite interprétation n'affecte nullement l'objectif de clarification, évoqué au point 51 du présent arrêt, que le législateur de l'Union a cherché à atteindre par l'ajout de la catégorie A.9. En outre, ainsi qu'il ressort du libellé même de cette catégorie, celle-ci regroupe non seulement les armes à feu relevant des catégories A.6 à A.8 qui ont été transformées pour le tir de munitions à blanc, de produits irritants, d'autres substances actives ou d'articles de pyrotechnie, ou en armes de spectacle, mais également celles relevant des catégories A.2 et A.3 ayant subi de telles transformations, qui n'étaient pas, quant à elles, couvertes par la faculté accordée aux États membres par l'article 7, paragraphe 4*bis*, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853.

66. Par conséquent, eu égard à l'ensemble des considérations qui précèdent, l'article 7, paragraphe 4*bis*, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, doit être interprété en ce sens qu'il autorise les États membres à exercer la faculté qu'il prévoit pour toutes les armes à feu semi-automatiques relevant des catégories A.6 à A.8, y compris pour celles relevant à la fois de ces catégories et de la catégorie A.9.

67. Il en découle que la prémisse sur laquelle la question est fondée, telle qu'exposée au point 32 du présent arrêt, est erronée.

68. Dans ces conditions, il y a lieu de constater que l'examen de la question préjudicielle n'a révélé aucun élément de nature à affecter la validité de l'article 7, paragraphe 4*bis*, de la directive 91/477, telle que modifiée par la directive 2017/853, au regard de l'article 17, paragraphe 1, et des articles 20 et 21 de la Charte ainsi que du principe de protection de la confiance légitime ».

B.7.1. Il ressort de cet arrêt que l'article 7, paragraphe 4*bis*, de la directive 91/477/CEE, telle que modifiée par la directive (UE) 2017/853, doit être interprété en ce sens qu'il autorise les États membres à exercer la faculté de prévoir un régime transitoire pour toutes les armes à feu semi-automatiques relevant des catégories A.6 à A.8, y compris pour celles relevant à la fois de ces catégories et de la catégorie A.9.

B.7.2. Par l'article 163 de la loi du 5 mai 2019, le législateur fait usage de la possibilité offerte par l'article 7, paragraphe 4*bis*, de la directive 91/477/CEE. Il insère dans la loi du 8 juin 2006 un nouvel article 45/2, qui dispose :

« Les personnes qui ont légalement acquis et enregistré avant le 13 juin 2017 une arme visée à l'article 3, § 1er, 19° et 20°, soit sur autorisation, soit par enregistrement sur base d'un permis de chasse, un certificat de garde particulier ou une licence de tireur sportif, soit par enregistrement dans le registre d'une personne agréée, peuvent continuer à détenir cette arme, à condition que les autres conditions légales concernant la détention d'armes soient remplies. Cette arme ne peut être cédée qu'à des tireurs sportifs visés à l'article 27, § 3, alinéa 4, et à des armuriers, collectionneurs ou musées agréés à cet effet. L'arme à feu peut aussi être neutralisée conformément à l'article 3, § 2, 3°, ou peut faire l'objet d'un abandon ».

B.7.3. Comme le Conseil des ministres l'observe dans son mémoire complémentaire et à la lumière de la réponse donnée par la Cour de justice, l'article 45/2 de la loi du 8 juin 2006, tel qu'il a été introduit par l'article 163 de la loi du 5 mai 2019, doit être interprété en ce sens qu'il s'applique également aux armes semi-automatiques visées à l'article 3, § 1er, 19° ou 20°, de la loi du 8 juin 2006 et qui ont été transformées pour le tir de munitions à blanc au sens de l'article 3, § 4, de la même loi (ci-après : « les armes à feu interdites semi-automatiques qui ont été transformées pour servir uniquement au tir de munitions à blanc »).

B.7.4. Partant, le moyen n'est pas fondé en ce qu'il concerne les personnes qui ont légalement acquis et enregistré avant le 13 juin 2017 une arme à feu interdite semi-automatique qui a été transformée pour servir uniquement au tir de munitions à blanc au sens de l'article 3, § 4, de la loi du 8 juin 2006, sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.7.3.

B.8. En ce qui concerne les personnes qui ont légalement acquis et enregistré avant le 13 juin 2017 une arme à feu ne relevant pas de l'article 3, § 1er, 19° ou 20°, de la loi du 8 juin 2006 et qui a été transformée pour servir uniquement au tir de munitions à blanc au sens de l'article 3, § 4, de la même loi (ci-après : « une arme à feu interdite autre que semi-automatique transformée pour servir uniquement au tir de munitions à blanc ») et les personnes qui ont légalement acquis et enregistré avant cette date une arme à feu soumise à autorisation au sens de l'article 3, § 3, de la même loi et qui a été transformée pour servir uniquement au tir de munitions à blanc au sens de l'article 3, § 4, de la même loi (ci-après : « arme à feu soumise à autorisation et transformée pour servir uniquement au tir de munitions à blanc »), il ressort du point 65 de l'arrêt de la Cour de justice mentionné en B.6.2 que l'article 7, paragraphe 4*bis*, de la directive 91/477/CEE ne s'y rapporte pas. La Cour de justice constate aux points 42 et suivants de cet arrêt que les armes transformées relevaient déjà du champ d'application de la directive 91/477/CEE avant l'entrée en vigueur de la directive (UE) 2017/853. Dès lors que la directive (UE) 2017/853 ne modifie pas le régime de ces armes transformées, il est clair que le législateur de l'Union n'a pas eu l'intention d'exclure un régime transitoire à l'égard des armes à feu

interdites autres que semi-automatiques, et des armes à feu soumises à autorisation, transformées pour servir uniquement au tir de munitions à blanc. Au contraire, comme l'indiquent les points 52 et 53 du même arrêt, l'objectif du législateur de l'Union était de garantir le respect des droits de propriété acquis. La directive 91/477/CEE, telle qu'elle a été modifiée par la directive (UE) 2017/853, ne peut donc être interprétée en ce sens qu'elle interdirait aux États membres de prendre des mesures visant à poursuivre cet objectif. L'absence d'un régime transitoire s'appliquant aux armes à feu interdites autres que semi-automatiques, et aux armes à feu soumises à autorisation, transformées pour servir uniquement au tir de munitions à blanc, ne trouve dès lors pas son origine dans la directive.

B.9.1. La détention d'une arme sous l'empire de l'ancienne législation ne peut avoir pour effet de conférer un droit acquis à la détenir de manière inconditionnelle et illimitée, et ne peut donc empêcher le législateur d'instaurer un système prohibant sa détention ou la soumettant à autorisation.

Lorsqu'il durcit le système existant, le législateur doit cependant veiller à ce que les personnes qui ont légalement acquis une telle arme sous l'empire de l'ancien système aient la possibilité de se conformer à la nouvelle réglementation.

B.9.2. En ce qu'ils exigent que tout délit soit prévu par la loi, l'article 7, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 15, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ont une portée analogue à celle de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution. Les garanties fournies par ces dispositions forment dès lors, dans cette mesure, un tout indissociable.

B.9.3. En attribuant au pouvoir législatif la compétence pour déterminer dans quels cas des poursuites pénales sont possibles, l'article 12, alinéa 2, de la Constitution garantit à tout justiciable qu'aucun comportement ne sera punissable qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue.

En outre, le principe de légalité en matière pénale qui découle de la disposition constitutionnelle précitée procède de l'idée que la loi pénale doit être formulée en des termes qui permettent à chacun de savoir, au moment où il adopte un comportement, si celui-ci est ou non punissable.

B.10.1. Avant l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, les armes à feu qui étaient transformées pour servir uniquement au tir de munitions à blanc n'entraient pas dans le champ d'application de la loi du 8 juin 2006. Elles étaient dès lors en vente libre.

La disposition attaquée inclut ces armes à feu dans le champ d'application de la loi du 8 juin 2006 et les classe dans la catégorie des armes prohibées ou des armes soumises à autorisation, selon la catégorie à laquelle elles appartenaient avant d'être transformées. Par conséquent, et sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.7.3, les personnes qui avaient acquis et enregistré une telle arme à feu avant le 13 juin 2017 sont subitement, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 5 mai 2019, le 3 juin 2019, en possession d'une arme prohibée ou d'une arme soumise à autorisation qui n'est pas autorisée.

B.10.2. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.7.3, la loi du 5 mai 2019 ne règle pas la manière dont les personnes qui ont légalement acquis, avant le 13 juin 2017, une arme à feu transformée pour servir uniquement au tir de munitions à blanc peuvent se conformer au nouveau statut interdit ou soumis à autorisation de cette arme. Un amendement visant à prévoir un tel système (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3515/003, pp. 4-7) a été rejeté (*Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, DOC 54-3515/005, p. 66).

B.10.3. Or, par le passé, le législateur a déjà prévu une période d'adaptation au profit des personnes qui détenaient une arme à feu prohibée ou qui détenaient une arme à feu soumise à autorisation sans disposer de l'autorisation requise.

Ainsi, l'article 45, § 1er, de la loi du 8 juin 2006 dispose que quiconque détenait, à la date d'entrée en vigueur de cette loi, une arme ou des munitions prohibées pouvait en faire abandon au plus tard le 31 octobre 2008 auprès du service de police locale de son choix sans être poursuivi sur la base de la loi du 8 juin 2006. Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 2006, étaient en possession d'une autorisation de détention d'une arme devenue prohibée en vertu de cette loi devaient, en vertu de l'article 45, § 3, de cette loi, au plus tard le 31 octobre 2008, soit la faire transformer en arme non prohibée ou la faire neutraliser par le banc d'épreuves des armes à feu, soit la céder à une personne autorisée à la détenir, soit en faire abandon auprès de la police locale de leur résidence contre une juste indemnité établie par le ministre de la Justice.

L'article 44, § 1er, de la loi du 8 juin 2006 dispose que quiconque, à la date d'entrée en vigueur de cette loi, détenait sans titre une arme ou des munitions qui, conformément à la loi du 3 janvier 1933 « relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions », requéraient une autorisation de détention d'arme de défense ou d'arme de guerre, pouvait, au plus tard le 31 octobre 2008, demander l'autorisation nécessaire sans pouvoir être poursuivi pour ce délit. En vertu de l'article 44, § 2, de la loi du 8 juin 2006, quiconque, à la date d'entrée en vigueur de cette loi, détenait une arme à feu devenue soumise à autorisation en vertu de cette loi devait en faire la déclaration auprès du gouverneur au plus tard le 31 octobre 2008. Une autorisation lui serait délivrée à condition d'être majeur, de ne pas avoir encouru de condamnations et il ne pourrait exister aucun motif d'ordre public donnant lieu au retrait de l'autorisation. Dans les deux cas, la demande d'autorisation avait valeur d'autorisation provisoire.

Les articles 11/1 et 11/2 de la loi du 8 juin 2006, insérés par la loi du 25 juillet 2008 « modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes », disposent qu'une « autorisation de détention » serait octroyée aux personnes désirant conserver dans leur patrimoine une arme qui avait fait l'objet d'une autorisation ou pour laquelle une autorisation n'était pas requise avant l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 2006. Cette autorisation n'est valable que pour la simple détention de l'arme, à l'exclusion de munitions. La demande d'une telle autorisation devait être introduite dans les deux mois de l'entrée en vigueur des articles 11/1 et 11/2 de la loi du 8 juin 2006.

Enfin, l'article 45/1, § 1er, de la loi du 8 juin 2006, inséré par la loi du 7 janvier 2018 « modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes et le Code civil », dispose que quiconque détenait sans l'agrément ou l'autorisation requis une arme soumise à autorisation, un chargeur ou des munitions devait, au plus tard le 31 décembre 2018, en faire la déclaration à la police locale, en vue de l'agrément, de l'autorisation, de l'enregistrement, de la neutralisation à ses frais, de la cession ou de l'abandon de cette arme. Dans l'attente d'une décision du gouverneur, la demande d'agrément ou d'autorisation valait agrément ou autorisation provisoire en vertu de l'article 45/1, § 2, de la loi du 8 juin 2006. Celui qui recourrait à ce régime d'amnistie ne pouvait pas être poursuivi, en vertu de l'article 45/1, § 4, de la loi du 8 juin 2006, du chef du défaut de l'autorisation en question, si ce fait n'avait pas donné lieu jusqu'au moment de la déclaration à un procès-verbal ou à un acte d'investigation spécifique émanant d'un service de police ou d'une autorité judiciaire.

Les réglementations précitées n'ont été applicables qu'au cours d'une période limitée et ne peuvent dès lors pas être appliquées aux armes à feu qui sont devenues prohibées ou soumises à autorisation par suite de la disposition attaquée.

B.10.4. Pour les armes à feu interdites autres que semi-automatiques transformées pour servir uniquement au tir de munitions à blanc, cela signifie que ces personnes possèdent subitement une arme à feu qu'elles ne peuvent fabriquer, réparer, exposer en vente, vendre, céder ou transporter, tenir en dépôt, détenir ou dont elles ne peuvent être porteuses, en vertu de l'article 8, alinéa 1er, de la loi du 8 juin 2006. En d'autres termes, elles ne peuvent ni garder ni aliéner l'arme à feu en question.

Les personnes qui ne disposent pas de l'autorisation requise pour une arme à feu soumise à autorisation et transformée pour servir uniquement au tir de munitions à blanc possèdent subitement, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 5 mai 2019, le 3 juin 2019, une arme à feu qu'elles ne peuvent détenir en vertu de l'article 11, § 1er, de la loi du 8 juin 2006. Étant donné que cette disposition exige que l'autorisation soit obtenue « préalablement » à l'acquisition de l'arme, les personnes concernées n'ont en outre pas la moindre possibilité de régulariser leur situation.

Or, l'article 23, alinéa 1er, de la loi du 8 juin 2006 dispose que « les contrevenants aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution (ainsi que de la loi visée à l'article 47) seront punis d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 100 euros à 25 000 euros, ou d'une de ces peines seulement ». Le fait que les intéressés pourraient faire valoir devant le juge répressif que l'élément moral de l'infraction fait défaut n'empêche pas que la disposition attaquée les place dans une situation où ils ne peuvent éviter de commettre l'élément matériel de l'infraction.

B.10.5. En conséquence, la disposition attaquée viole l'article 12, alinéa 2, de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 7, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 15, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en ce qu'elle ne prévoit pas de régime transitoire en faveur des personnes qui ont légalement acquis et enregistré avant le 13 juin 2017 une arme à feu interdite autre que semi-automatique, ou une arme à feu soumise à autorisation, transformée pour servir uniquement au tir de munitions à blanc au sens de l'article 3, § 4, de la loi du 8 juin 2006.

Toutefois, c'est exclusivement au législateur qu'il appartient de mettre fin à la lacune constatée et de déterminer la manière dont il convient d'organiser un tel régime transitoire.

Par ces motifs,
la Cour

- annule l'article 153, 5°, de la loi du 5 mai 2019 « portant des dispositions diverses en matière pénale et en matière de cultes, et modifiant la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie et le Code pénal social », en ce qu'il ne prévoit pas de régime transitoire pour les personnes qui ont légalement acquis et enregistré avant le 13 juin 2017 une arme à feu interdite autre que semi-automatique, ou une arme à feu soumise à autorisation, qui a été transformée pour servir uniquement au tir de munitions à blanc au sens de l'article 3, § 4, de la loi du 8 juin 2006 « réglant des activités économiques et individuelles avec des armes »;

- sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.7.3 de l'article 163 de la même loi du 5 mai 2019, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 4 juillet 2024.

Le greffier,
Nicolas Dupont

Le président,
Pierre Nihoul

GRONDWETTELIJK HOF

[C - 2024/007364]

Uittreksel uit arrest nr. 75/2024 van 4 juli 2024

Rolnummer 7310

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 153, 3° en 5°, 162 en 163 van de wet van 5 mei 2019 « houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediensden, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek », ingesteld door de vzw « Actieve verdediging van de Wapenliefhebbers » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters Pierre Nihoul en Luc Lavrysen, en de rechters Thierry Giet, Joséphine Moerman, Michel Pâques, Yasmine Kherbache, Danny Pieters, Sabine de Bethune, Emmanuelle Bribosia, Willem Verrijdt, Kattrin Jadin en Magali Plovie, bijgestaan door griffier Nicolas Dupont, onder voorzitterschap van voorzitter Pierre Nihoul,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 22 november 2019 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 november 2019, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 153, 3° en 5°, 162 en 163 van de wet van 5 mei 2019 « houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediensden, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 mei 2019) door de vzw « Actieve verdediging van de Wapenliefhebbers », Marco Kuchler en Stève Durand, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. Frank Judo en Mr. Tim Souverijns, advocaten bij de balie te Brussel.

Bij tussenarrest nr. 50/2021 van 25 maart 2021, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 mei 2021 (ECLI:BE:GHCC:2021:ARR.050), heeft het Hof de volgende prejudiciële vraag gesteld aan het Hof van Justitie van de Europese Unie :

« Schendt artikel 7, lid 4bis, van de richtlijn 91/477/EEG, in samenhang gelezen met deel II, categorie A, punten 6 tot 9, van bijlage I bij dezelfde richtlijn, de artikelen 17, lid 1, 20 en 21 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en het beginsel van bescherming van het gewettigd vertrouwen, in zoverre het de lidstaten niet toelaat te voorzien in een overgangsregeling voor de in categorie A9 bedoelde vuurwapens die rechtmatig zijn verworven en geregistreerd vóór 13 juni 2017, terwijl het hun wel toelaat te voorzien in een overgangsregeling voor de in de categorieën A6 tot A8 bedoelde vuurwapens die rechtmatig zijn verworven en geregistreerd vóór 13 juni 2017 ? ».

Bij arrest van 5 maart 2024 in de zaak C-234/21 (ECLI:EU:C:2024:200) heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie op de vraag geantwoord.

Bij beschikking van 13 maart 2024 heeft het Hof, na rechter-verslaggeefster Magali Plovie en rechter Willem Verrijdt, verslaggever ter vervanging van rechter-verslaggever Danny Pieters, wettig verhinderd, te hebben gehoord, beslist :

- de debatten te heropenen om uitspraak te doen ten gronde over het tweede middel,

- de partijen uit te nodigen, in een uiterlijk op 10 april 2024 in te dienen aanvullende memorie, waarvan ze binnen dezelfde termijn een kopie laten toekomen aan de andere partijen, hun standpunt uiteen te zetten over de weerslag van het voormelde arrest van het Hof van Justitie voor het onderzoek van het tweede middel van de verzoekende partijen,

- dat geen terechtzitting zou worden gehouden, tenzij een partij binnen zeven dagen na ontvangst van de kennisgeving van die beschikking een verzoek om te worden gehoord, zou hebben ingediend, en
- dat, behoudens zulk een verzoek, de debatten zouden worden gesloten op 24 april 2024 en de zaak in beraad zou worden genomen.

(...)

II. In rechte

(...)

B.1.1. De artikelen 151 tot 163 van de wet van 5 mei 2019 « houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake eredienszaken, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek » (hierna : de wet van 5 mei 2019) wijzigen verschillende bepalingen van de wet van 8 juni 2006 « houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens » (hierna : de Wapenwet).

De meeste van die bepalingen vormen een gedeeltelijke omzetting van de richtlijn (EU) 2017/853 van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 « tot wijziging van Richtlijn 91/477/EEG van de Raad inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens » (hierna : de richtlijn (EU) 2017/853). De andere bepalingen brengen enkele technische wijzigingen aan in de Wapenwet (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3515/001, p. 245).

B.1.2. De verzoekende partijen bestrijden artikel 163 (eerste middel), artikel 153, 5°, (tweede middel) en artikel 162 (derde middel) van de wet van 5 mei 2019. Bij zijn arrest nr. 50/2021 van 25 maart 2021 (ECLI:BE:GHCC:2021:ARR.050) heeft het Hof het beroep tot vernietiging verworpen in zoverre het is gericht tegen de artikelen 162 en 163 van de wet van 5 mei 2019. Bijgevolg moet enkel het tweede middel nog worden behandeld.

B.2.1. In het tweede middel voeren de verzoekende partijen aan dat artikel 153, 5°, van de wet van 5 mei 2019 niet bestaansbaar is met de artikelen 10, 11, 12, 14 en 16 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 7 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (hierna : het Eerste Aanvullend Protocol), met artikel 15 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, met artikel 49 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en met het vertrouwensbeginsel.

B.2.2. Artikel 12, tweede lid, van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan worden vervolgd dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft ».

Artikel 14 van de Grondwet bepaalt :

« Geen straf kan worden ingevoerd of toegepast dan krachtens de wet ».

Artikel 16 van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan van zijn eigendom worden ontzet dan ten algemene nutte, in de gevallen en op de wijze bij de wet bepaald en tegen billijke en voorafgaande schadeloosstelling ».

Artikel 7, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Niemand kan worden veroordeeld wegens een handelen of nalaten, dat geen strafbaar feit naar nationaal of internationaal recht uitmaakte ten tijde dat het handelen of nalaten geschiedde. Evenmin zal een zwaardere straf worden opgelegd dan die welke ten tijde van het begaan van het strafbare feit van toepassing was ».

Artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bepaalt :

« Alle natuurlijke of rechtspersonen hebben recht op het ongestoord genot van hun eigendom. Niemand zal van zijn eigendom worden beroofd behalve in het algemeen belang en met inachtneming van de voorwaarden neergelegd in de wet en in de algemene beginselen van het internationaal recht.

De voorgaande bepalingen zullen echter op geen enkele wijze het recht aantasten dat een Staat heeft om die wetten toe te passen welke hij noodzakelijk oordeelt om toezicht uit te oefenen op het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang of om de betaling van belastingen of andere heffingen en boeten te verzekeren ».

Artikel 15, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bepaalt :

« Niemand kan worden veroordeeld wegens een handelen of nalaten, dat geen strafbaar feit naar nationaal of internationaal recht uitmaakte ten tijde dat het handelen of nalaten geschiedde. Evenmin, mag een zwaardere straf worden opgelegd dan die welke ten tijde van het begaan van het strafbare feit van toepassing was. Indien, na het begaan van het strafbare feit de wet mocht voorzien in de oplegging van een lichtere straf, dient de overtreder daarvan te profiteren ».

Artikel 49, lid 1, van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie bepaalt :

« Niemand mag worden veroordeeld wegens een handelen of nalaten dat geen strafbaar feit naar nationaal of internationaal recht uitmaakte ten tijde van het handelen of nalaten. Evenmin mag een zwaardere straf worden opgelegd dan die welke ten tijde van het begaan van het strafbare feit van toepassing was. Indien de wet na het begaan van het strafbare feit in een lichtere straf voorziet, is die van toepassing ».

B.3.1. De twintigste en de eenentwintigste considerans bij de richtlijn (EU) 2017/853 vermelden dat ook vuurwapens die enkel blanke patronen kunnen afvuren en vuurwapens die alleen akoestische signalen kunnen geven, een risico voor de openbare veiligheid inhouden :

« Het risico dat akoestische signalen en andere typen vuurwapens voor het afvuren van losse patronen worden omgebouwd tot echte vuurwapens is groot. Het is daarom essentieel het probleem van dergelijke omgebouwde vuurwapens die bij het plegen van strafbare feiten worden gebruikt, aan te pakken, met name door deze binnen de werkingssfeer van Richtlijn 91/477/EEG te brengen. Bovendien moet de Commissie, om te vermijden dat alarm- en seinwapens worden geproduceerd op een wijze waardoor ze kunnen worden omgebouwd om een lading, een kogel of een projectiel uit te stoten door explosieve voortstuwing, technische specificaties vaststellen om te waarborgen dat zij niet zodanig kunnen worden omgebouwd.

Rekening houdend met het grote risico dat het opnieuw gebruiksklaar maken van op onjuiste wijze onbruikbaar gemaakte vuurwapens met zich meebrengt en met het oog op betere beveiliging in de hele Unie, moeten dergelijke vuurwapens onder Richtlijn 91/477/EEG vallen. Een definitie van onbruikbaar gemaakte vuurwapens moet worden opgesteld die overeenstemt met de algemene beginselen van het onbruikbaar maken van vuurwapens als bedoeld in het Protocol tegen de illegale vervaardiging van en handel in vuurwapens, hun onderdelen, componenten en munitie, gevoegd bij Besluit 2014/164/EU van de Raad, waarbij dat protocol wordt opgenomen in het rechtskader van de Unie ».

B.3.2. Om die reden vult artikel 1, punt 19), van de richtlijn (EU) 2017/853 bijlage I, deel II, van de richtlijn 91/477/EEG van de Raad van 18 juni 1991 « inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens » (hierna : de richtlijn 91/477/EEG) aan. Aan categorie A (verboden vuurwapens) wordt een nieuw punt 9 toegevoegd, aan categorie B (vergunningsplichtige vuurwapens) wordt een nieuw punt 8 toegevoegd en aan categorie C (aangifteplichtige vuurwapens en wapens) wordt een nieuw punt 5 toegevoegd. Die gelijklopende punten bepalen :

« Alle vuurwapens in deze categorie die zijn omgebouwd om losse patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen af te vuren of zijn omgebouwd tot wapens voor saluutschoten of akoestische signalen ».

Het nieuwe artikel 1, lid 1, punt 5), van de richtlijn 91/477/EEG definieert de wapens voor saluutschoten en akoestische signalen als « vuurwapens die specifiek omgebouwd zijn om enkel losse patronen af te vuren en bedoeld zijn voor gebruik in bijvoorbeeld theatervoorstellingen, fotosessies, film- en televisieopnames, het naspelen van historische gebeurtenissen, optochten, sportevenementen en opleiding ».

B.3.3. Het bestreden artikel 153, 5°, van de wet van 5 mei 2019 zet die nieuwe bepalingen van de richtlijn 91/477/EEG om. Het voegt aan artikel 3 van de Wapenwet een nieuwe paragraaf 4 toe, die bepaalt :

« Vuurwapens die zijn omgebouwd om blanke patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen af te vuren of zijn omgebouwd tot wapens voor saluutschoten of akoestische signalen, en niet in die zin omgebouwde vuurwapens waarmee enkel met de genoemde patronen of stoffen wordt geschoten, blijven ingedeeld in de categorie waartoe ze op basis van de paragrafen 1 en 3 worden ingedeeld ».

Het nieuwe artikel 2, 26°/1, van de Wapenwet definieert wapens voor saluutschoten en akoestische signalen als « vuurwapens die specifiek gebouwd of omgebouwd zijn om enkel blanke patronen af te vuren en bedoeld zijn voor gebruik in bijvoorbeeld theatervoorstellingen, fotosessies, film- en televisieopnames, het naspelen van historische gebeurtenissen, optochten, sportevenementen of opleiding ».

De parlementaire voorbereiding van de wet van 5 mei 2019 vermeldt :

« Categorie A, punt 9 en categorie B, punt 8 van de richtlijn bepalen dat vuurwapens die zijn omgebouwd om welbepaalde patronen of stoffen af te voeren, niet veranderen van categorie. Zo zal een vergunningsplichtig vuurwapen niet vrij verkrijgbaar worden door het om te bouwen om enkel nog met blanke patronen te schieten. Dit beginsel wordt ingeschreven in een nieuwe vierde paragraaf van artikel 3 wapenwet.

Het feit dat men authentieke - dus niet-omgebouwde - vuurwapens in de praktijk enkel gebruikt met de geïmproviseerde patronen of stoffen (bv. blanke patronen, lichtkogels...) heeft evenmin tot gevolg dat dat vuurwapen plots verandert van categorie. Die bepaling staat momenteel reeds in de ministeriële omzendbrief over de wapenwetgeving, maar het is aanbevolen ze ook in de wet op te nemen » (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3515/001, p. 247).

B.4. De verzoekende partijen bestrijden artikel 153, 5°, van de wet van 5 mei 2019 slechts in zoverre het betrekking heeft op de verboden en de vergunningsplichtige vuurwapens die zijn omgebouwd zodat zij enkel blanke patronen kunnen afvuren.

Bovendien bestrijden zij niet het verbod respectievelijk de vergunningsplicht op zich, maar slechts de ontstentenis van een overgangsregeling ten gunste van personen die dergelijke vuurwapens rechtmatig hebben verworven en geregistreerd vóór 3 juni 2019. Zij voeren aan dat de bestreden bepaling in die mate niet bestaanbaar is met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, in samenhang gelezen met het vertrouwensbeginsel, met het recht op het ongestoord genot van de eigendom en met het strafrechtelijk wettigheidsbeginsel.

B.5. Bij het voormelde arrest nr. 50/2021 heeft het Hof geoordeeld dat, in zoverre de bestreden bepaling niet voorziet in een overgangsregeling voor vuurwapens die zijn omgebouwd zodat zij enkel blanke patronen kunnen afvuren en die rechtmatig zijn verworven of geregistreerd tussen 13 juni 2017 en 3 juni 2019, zij bestaanbaar is met de in het middel aangehaalde referentienormen om de redenen die zijn uiteengezet in B.7.1 tot B.10.4 van dat arrest. De personen die in die periode een dergelijk vuurwapen hebben aangeschaft, werden immers geacht op de hoogte te zijn van het nakende verbod erop respectievelijk van het nakende vergunningsplichtige karakter ervan.

Het Hof dient evenwel nog de bestaanbaarheid van de bestreden bepaling met de in het middel aangehaalde referentienormen te onderzoeken in zoverre zij evenmin voorziet in een overgangsregeling ten gunste van de personen die een vuurwapen dat is omgebouwd zodat het enkel blanke patronen kan afvuren, rechtmatig hebben verworven en geregistreerd vóór 13 juni 2017.

B.6.1. Bij zijn arrest nr. 50/2021 heeft het Hof geoordeeld dat het, met betrekking tot het ontbreken van een overgangsregeling voor de in categorie A9 bedoelde vuurwapens die rechtmatig zijn verworven en geregistreerd vóór 13 juni 2017, noodzakelijk was om de volgende prejudiciële vraag te stellen aan het Hof van Justitie :

« Schendt artikel 7, lid 4bis, van de richtlijn 91/477/EEG, in samenhang gelezen met deel II, categorie A, punten 6 tot 9, van bijlage I bij dezelfde richtlijn, de artikelen 17, lid 1, 20 en 21 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en het beginsel van bescherming van het gewettigd vertrouwen, in zoverre het de lidstaten niet toelaat te voorzien in een overgangsregeling voor de in categorie A9 bedoelde vuurwapens die rechtmatig zijn verworven en geregistreerd vóór 13 juni 2017, terwijl het hun wel toelaat te voorzien in een overgangsregeling voor de in de categorieën A6 tot A8 bedoelde vuurwapens die rechtmatig zijn verworven en geregistreerd vóór 13 juni 2017 ? ».

B.6.2. Bij zijn arrest van 5 maart 2024 in zake *Actieve Verdediging der Wapenliefhebbers vzw e.a.* (C-234/21, ECLI:EU:C:2024:200) heeft de grote kamer van het Hof van Justitie van de Europese Unie de voormelde prejudiciële vraag beantwoord als volgt :

« 31. Met zijn vraag wenst de verwijzende rechter in wezen te vernemen of artikel 7, lid 4bis, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, gelezen in samenhang met de punten 6 tot en met 9 van ' Categorie A – Verboden vuurwapens ' in bijlage I, punt II, A, bij richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, geldig is in het licht van artikel 17, lid 1, en de artikelen 20 en 21 van het Handvest en van het vertrouwensbeginsel.

32. Zoals blijkt uit zowel de toelichting van die rechter als de bewoordingen van die vraag, berust deze vraag op de aanname dat de lidstaten krachtens artikel 7, lid 4bis, van die richtlijn kunnen voorzien in een overgangsregeling voor vuurwapens van de categorieën A.6 tot en met A.8 die vóór 13 juni 2017 rechtmatig zijn verworven en geregistreerd, maar niet voor vuurwapens van categorie A.9.

33. In die omstandigheden moet om te beginnen worden nagegaan of artikel 7, lid 4bis, aldus moet worden uitgelegd dat deze bepaling het de lidstaten niet mogelijk maakt om een overgangsregeling vast te stellen voor vuurwapens van categorie A.9 die vóór 13 juni 2017 rechtmatig zijn verworven en geregistreerd.

34. Om uit te maken of dat inderdaad zo is, moet bij de uitlegging van die bepaling volgens vaste rechtspraak van het Hof niet alleen rekening worden gehouden met de bewoordingen ervan, maar ook met de context ervan en met de doelstellingen van de regeling waarvan zij deel uitmaakt (arrest van 1 augustus 2022, *Sea Watch*, C-14/21 en C-15/21, EU:C:2022:604, punt 115 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

35. Voorts moet een Uniehandeling volgens een algemeen uitleggingsbeginsel zo veel mogelijk aldus worden uitgelegd dat er geen afbreuk wordt gedaan aan de geldigheid ervan en dat het gehele primaire Unierecht, waaronder met name de bepalingen van het Handvest, in acht wordt genomen. Wanneer een bepaling van afgeleid Unierecht voor meer dan één uitlegging vatbaar is, verdient de uitlegging die ervoor zorgt dat de bepaling in overeenstemming is met het primaire Unierecht dan ook de voorkeur boven de uitlegging die met zich meebrengt dat zij in strijd is met dat recht (arrest van 21 juni 2022, *Ligue des droits humains*, C-817/19, EU:C:2022:491, punt 86 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

36. Wat in de eerste plaats de bewoordingen van artikel 7, lid 4bis, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, betreft, zij eraan herinnerd dat de lidstaten op grond van deze bepaling met name kunnen beslissen om vergunningen voor in punt 6, 7 of 8 van categorie A ingedeelde semiautomatische vuurwapens te bevestigen, vernieuwen of verlengen voor wat betreft een vuurwapen dat was ingedeeld in categorie B, en dat rechtmatig was verworven en geregistreerd vóór 13 juni 2017, mits aan de andere in deze richtlijn neergelegde voorwaarden wordt voldaan '.

37. Uit die bewoordingen volgt dat de door die bepaling aan de lidstaten geboden mogelijkheid, namelijk om vergunningen te bevestigen, te vernieuwen of te verlengen, slechts bestaat ten aanzien van semiautomatische vuurwapens van de categorieën A.6 tot en met A.8 die vóór de inwerkingtreding van richtlijn 2017/853 waren ingedeeld in 'Categorie B - Vergunningsplichtige vuurwapens' in bijlage I, punt II, A, bij richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2008/51 (hierna: 'categorie B'), en rechtmatig waren verworven en geregistreerd vóór 13 juni 2017. Bovendien blijkt uit die bewoordingen dat deze mogelijkheid slechts bestaat indien wordt voldaan aan de andere in richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, neergelegde voorwaarden.

38. *In casu* blijkt uit de verwijzingsbeslissing om te beginnen dat het aspect van het hoofdgeding waarop de gestelde vraag betrekking heeft, semiautomatische vuurwapens betreft die onder categorie A.9 vallen en die vóór 13 juni 2017 rechtmatig zijn verworven en geregistreerd.

39. Vervolgens moet worden opgemerkt dat de standpunten van de partijen in de procedure bij het Hof uiteenlopen over de vraag of semiautomatische vuurwapens die zijn omgebouwd om er losse patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen mee af te vuren of tot wapens voor saluutschoten of akoestische signalen, vóór de inwerkingtreding van richtlijn 2017/853 waren ingedeeld in categorie B. De Raad van de Europese Unie wijst erop dat de lidstaten richtlijn 91/477 op uiteenlopende wijzen hebben uitgelegd en betoogt met name dat het, voordat categorie A.9 werd toegevoegd bij richtlijn 2017/853, niet duidelijk was of deze vuurwapens al dan niet onder categorie B vielen.

40. Tot slot is het wel zo dat alle deelnemers aan de hoorzitting van 8 mei 2023 hebben betoogd dat vuurwapens van categorie A.9 die zowel aan de criteria van deze categorie als aan die van een van de categorieën A.6 tot en met A.8 voldoen, ook onder de laatstgenoemde categorieën kunnen vallen.

41. In die omstandigheden moet er, wat in de tweede plaats de context van artikel 7, lid 4bis, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, betreft, worden nagegaan of de betreffende vuurwapens vóór de inwerkingtreding van richtlijn 2017/853 in categorie B waren ingedeeld en of zij kunnen vallen onder zowel categorie A.9 als een van de categorieën A.6 tot en met A.8.

42. Wat ten eerste de vraag betreft of de betreffende vuurwapens vóór de inwerkingtreding van richtlijn 2017/853 in categorie B waren ingedeeld, moet worden vastgesteld dat, zoals de advocaat-generaal in de punten 52 tot en met 55 van zijn conclusie van 24 november 2022 in wezen heeft opgemerkt, semiautomatische vuurwapens die onder categorie A.9 vallen, te weten wapens die zijn omgebouwd om er losse patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen mee af te vuren of tot wapens voor saluutschoten of akoestische signalen, ondanks het feit dat zij zijn omgebouwd voldoen aan de criteria ter bepaling van het begrip 'vuurwapen' van zowel artikel 1, lid 1, punt 1, van richtlijn 91/477 zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853 als artikel 1, lid 1, in de versie van vóór de inwerkingtreding van richtlijn 2017/853.

43. Uit de bewoordingen van elk van deze bepalingen blijkt namelijk dat er, behoudens bepaalde uitzonderingen, onder vuurwapen met name wordt verstaan niet alleen een draagbaar, van een loop voorzien wapen dat is ontworpen om door explosieve voortstuwing een lading, een kogel of een projectiel uit te stoten, maar ook een draagbaar, van een loop voorzien wapen dat daartoe kan worden omgebouwd, waarbij een object wordt geacht aldus te kunnen worden omgebouwd wanneer het qua vormgeving gelijk is aan een vuurwapen en het ingevolge zijn constructie of het materiaal waarvan het is gemaakt aldus kan worden omgebouwd.

44. In dit verband wordt er in overweging 20 van richtlijn 2017/853 aangegeven dat het risico dat wapens voor akoestische signalen en andere typen vuurwapens voor het afvuren van losse patronen worden omgebouwd tot echte vuurwapens groot is. Met betrekking tot specifiek onder een van de categorieën A.6 tot en met A.8 vallende semiautomatische vuurwapens die later zijn omgebouwd om er losse patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen mee af te vuren of tot wapens voor saluutschoten of akoestische signalen, waardoor zij tot categorie A.9 zijn gaan behoren, staat het, aangezien deze wapens waren ontworpen om door explosieve voortstuwing een lading, een kogel of een projectiel uit te stoten, voorts vast dat zij weer net zo gevaarlijk kunnen worden als voorheen als zij opnieuw voor dat doel worden omgebouwd.

45. Die beoordeling vindt steun in bijlage I, punt III, bij richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2008/51, aangezien de Uniewetgever daarin expliciet heeft aangegeven dat de definitie van vuurwapens onder meer niet ziet op voorwerpen die voorgoed onbruikbaar zijn gemaakt door een neutralisatie die inhoudt dat alle essentiële onderdelen van het vuurwapen voorgoed onbruikbaar worden gemaakt en onmogelijk zodanig verwijderd, vervangen of aangepast kunnen worden dat het wapen op enigerlei wijze opnieuw gebruiksklaar zou kunnen worden gemaakt. In bijlage I, punt III, bij die richtlijn is er evenwel geen sprake van een dergelijke uitsluiting voor wapens die zijn omgebouwd om er losse patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen mee af te vuren of tot wapens voor saluutschoten of akoestische signalen.

46. Het is juist dat in overweging 20 van richtlijn 2017/853 ook wordt opgemerkt dat het essentieel is het probleem van dergelijke omgebouwde vuurwapens aan te pakken door deze binnen de werkingssfeer van richtlijn 91/477 te brengen. Daaruit kan echter niet worden afgeleid dat deze omgebouwde vuurwapens pas sinds de inwerkingtreding van richtlijn 2017/853 binnen de werkingssfeer van richtlijn 91/477 vallen. Aangezien die wapens voldoen aan de definitie van een vuurwapen in artikel 1, lid 1, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2008/51, moet de verduidelijking in die overweging van richtlijn 2017/853 immers aldus worden opgevat dat zij, gelet op de in punt 39 van het onderhavige arrest genoemde uiteenlopende uitleggingen, is bedoeld om te bevestigen dat omgebouwde vuurwapens binnen de werkingssfeer van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, vallen.

47. Uit het voorgaande volgt dat de betreffende vuurwapens moeten worden geacht al van vóór de inwerkingtreding van richtlijn 2017/853 te zijn ingedeeld in categorie B, die in de punten 1 en 4 tot en met 7 betrekking heeft op semiautomatische vuurwapens.

48. Wat ten tweede de vraag betreft of semiautomatische vuurwapens die zijn omgebouwd om er losse patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen mee af te vuren of tot wapens voor saluutschoten of akoestische signalen, kunnen behoren tot zowel categorie A.9 als een van de categorieën A.6 tot en met A.8, moet worden opgemerkt dat categorie A.9 volgens de bewoordingen ervan 'alle vuurwapens in deze categorie' omvat die zijn omgebouwd om losse patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen af te vuren of zijn omgebouwd tot wapens voor saluutschoten of akoestische signalen.

49. Uit de bewoordingen van categorie A.9 volgt derhalve dat een vuurwapen alleen tot deze categorie kan behoren indien het voldoet aan de criteria die worden vermeld in punt 2, 3, 6, 7 of 8 van 'Categorie A – Verboden vuurwapens' in bijlage I, punt II, A, bij richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853 (hierna: 'categorie A.2, A.3, A.6, A.7 of A.8'), en tevens is omgebouwd om er losse patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen mee af te vuren of tot wapen voor saluutschoten of akoestische signalen.

50. Die bewoordingen wijzen er dus op dat de omstandigheid dat een wapen is omgebouwd en als gevolg daarvan onder categorie A.9 valt, er niet toe leidt dat het niet langer wordt ingedeeld in de categorie A.2, A.3, A.6, A.7 of A.8. Wapens die onder categorie A.9 vallen voldoen namelijk, zoals is aangegeven in punt 42 van het onderhavige arrest, aan de criteria ter bepaling van het begrip 'vuurwapen' van artikel 1, lid 1, punt 1, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853; daarnaast is het zo dat er in categorie A.2, A.3, A.6, A.7 of A.8 geen onderscheid wordt gemaakt naargelang de daaronder vallende vuurwapens al dan niet zijn omgebouwd.

51. Wat in de derde plaats de doelstellingen van de richtlijnen 91/477 en 2017/853 betreft, blijkt ten eerste uit overweging 20 van de laatstgenoemde richtlijn en uit de aan het Hof ter beschikking staande informatie over de wetgevingsprocedure die tot de vaststelling van die richtlijn heeft geleid, dat de in de loop van die wetgevingsprocedure gedane toevoeging van categorie A.9 tot doel had om, gelet op de uiteenlopende situatie in de lidstaten, duidelijk te maken dat vuurwapens die zijn omgebouwd om er losse patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen mee af te vuren of tot wapens voor saluutschoten of akoestische signalen, binnen de werkingssfeer van richtlijn 91/477 vallen.

52. Zoals met name de Commissie heeft opgemerkt, blijkt uit die informatie echter nergens dat de Uniewetgever met die toevoeging op die manier omgebouwde vuurwapens heeft willen onttrekken aan categorie A.2, A.3, A.6, A.7 of A.8 of aan de werkingssfeer van artikel 7, lid 4*bis*, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853. In het bijzonder vloeit uit geen van de overwegingen van richtlijn 2017/853 voort dat onder categorie A.9 vallende wapens zijn uitgesloten van die categorieën of van die werkingssfeer.

53. Ten tweede moet er, aangezien de Uniewetgever in overweging 31 van richtlijn 2017/853 heeft opgemerkt dat deze richtlijn de grondrechten eerbiedigt en de beginselen in acht neemt die met name in het Handvest zijn erkend, worden vastgesteld dat artikel 7, lid 4*bis*, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, beoogt te waarborgen dat verworven rechten en in het bijzonder het in artikel 17, lid 1, van het Handvest gewaarborgde recht op eigendom worden geëerbiedigd, daar het de lidstaten in wezen de mogelijkheid laat om vergunningen die reeds waren verleend voor onder de categorieën A.6 tot en met A.8 vallende vuurwapens die vóór de inwerkingtreding van deze richtlijn in categorie B waren ingedeeld en vóór 13 juni 2017 rechtmatig waren verworven en geregistreerd, in stand te houden, wat betekent dat richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, niet bepaalt dat houders van dergelijke wapens verplicht moeten worden onteigend (zie in die zin arrest van 3 december 2019, *Tsjechië/Parlement en Raad*, C-482/17, EU:C:2019:1035, punt 135).

54. Gelet op die doelstelling om de verworven rechten op eigendom in acht te nemen, kan artikel 7, lid 4*bis*, ook al bevat het een uitzondering op het beginsel dat het voorhanden hebben van vuurwapens van de categorieën A.6 tot en met A.8 verboden is, niet aldus worden uitgelegd dat dergelijke wapens niet binnen de werkingssfeer ervan vallen wanneer zij ook voldoen aan de aanvullende criteria van categorie A.9. Zoals blijkt uit het onderhavige verzoek om een prejudiciële beslissing zou die uitlegging immers vragen doen rijzen over de verenigbaarheid van artikel 7, lid 4*bis*, met artikel 17 van het Handvest, terwijl met de eerstgenoemde bepaling juist wordt beoogd te waarborgen dat het recht op eigendom wordt geëerbiedigd.

55. In de derde plaats is de Uniewetgever met de vaststelling van richtlijn 2017/853 in de context van de gewijzigde veiligheidsrisico's de doelstelling blijven nastreven die in de vijfde overweging van richtlijn 91/477 wordt genoemd, namelijk het wederzijds vertrouwen tussen de lidstaten op het gebied van de bescherming van de veiligheid van personen versterken door categorieën vuurwapens vast te stellen waarvan de verwerving en het voorhanden hebben door particulieren hetzij verboden is, hetzij vergunningsplichtig dan wel aangifteplichtig is, welke doelstelling zelf de goede werking van de interne markt beoogt te verzekeren (arrest van 3 december 2019, *Tsjechië/Parlement en Raad*, C-482/17, EU:C:2019:1035, punt 54).

56. Bovendien wordt met richtlijn 91/477 beoogd om de openbare veiligheid van de Unieburgers te verzekeren (zie in die zin arrest van 3 december 2019, *Tsjechië/Parlement en Raad*, C-482/17, EU:C:2019:1035, punten 49 en 126).

57. Geen van deze doelstellingen verzet zich ertegen dat houders van vuurwapens die zowel onder een van de categorieën A.6 tot en met A.8 als onder categorie A.9 vallen, kunnen profiteren van de overgangsregeling van artikel 7, lid 4*bis*, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853.

58. Met die uitlegging kan immers de doelstelling die erin bestaat om de werking van de interne markt te vergemakkelijken worden bereikt.

59. Wat voorts de doelstelling betreft om de openbare veiligheid van de Unieburgers te verzekeren, vormen om te beginnen, zoals de advocaat-generaal in punt 72 van zijn conclusie van 24 november 2022 heeft opgemerkt, vuurwapens die voldoen aan de criteria van categorie A.9 een minder direct gevaar dan vuurwapens die uitsluitend onder de categorieën A.6 tot en met A.8 vallen, aangezien de laatstgenoemde wapens het rechtstreeks mogelijk maken om kogels of projectielen af te vuren, terwijl de eerstgenoemde wapens alleen maar gassen uitstoten en knallen. Bij het ene soort wapens is er dus sprake van een reëel gevaar, terwijl het andere soort pas een potentieel gevaar oplevert indien de wapens opnieuw worden omgebouwd.

60. Vervolgens blijkt uit de bewoordingen van artikel 7, lid 4*bis*, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, dat de in deze bepaling geboden mogelijkheid slechts geldt voor vuurwapens die vóór 13 juni 2017 rechtmatig zijn verworven en geregistreerd. Dit houdt met name in dat de in dit verband in richtlijn 91/477, in de versie die gold vóór de inwerkingtreding van richtlijn 2017/853, gestelde eisen, waaronder ook die inzake veiligheid, zijn nageleefd.

61. Ten slotte impliceren deze bewoordingen dat er op het tijdstip waarop een lidstaat op grond van die bepaling een vergunning voor een semiautomatisch vuurwapen van de categorieën A.6 tot en met A.8 wil bevestigen, vernieuwen of verlengen, moet zijn voldaan aan de andere voorwaarden, waaronder ook aan die inzake veiligheid, die zijn vastgelegd in richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853.

62. Zoals het Europees Parlement, de Raad en de Commissie ter terechtzitting van 8 mei 2023 hebben betoogd, blijkt dus niet dat de doelstelling om de openbare veiligheid van de Unieburgers te verzekeren in het gedrang kan komen door het feit dat houders van vuurwapens die zowel onder een van de categorieën A.6 tot en met A.8 als onder categorie A.9 vallen, op grond van artikel 7, lid 4*bis*, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, kunnen profiteren van het behoud van vergunningen die reeds waren verleend voor onder de categorieën A.6 tot en met A.8 vallende wapens.

63. In de vierde plaats heeft die uitlegging van artikel 7, lid 4*bis*, die - zoals blijkt uit de voorgaande overwegingen - in overeenstemming is met de bewoordingen en de context van deze bepaling en met de opzet en de doelstellingen van de regeling waarvan zij deel uitmaakt, ook niet tot gevolg dat die bepaling of de bij richtlijn 2017/853 gedane toevoeging van categorie A.9 elk nuttig effect verliest.

64. Zoals met name in de punten 53 en 54 van het onderhavige arrest is opgemerkt, waarborgt de gegeven uitlegging immers juist het nuttig effect van artikel 7, lid 4*bis*, daar er met die bepaling wordt beoogd om verworven rechten en in het bijzonder het in artikel 17, lid 1, van het Handvest gewaarborgde recht op eigendom te eerbiedigen.

65. Daarnaast doet die uitlegging geenszins af aan de in punt 51 van het onderhavige arrest genoemde doel dat de Uniewetgever heeft willen bereiken door ter verduidelijking categorie A.9 toe te voegen. Verder komt uit de bewoordingen van deze categorie naar voren dat zij niet alleen ziet op onder de categorieën A.6 tot en met A.8 vallende vuurwapens die zijn omgebouwd om er losse patronen, irriterende stoffen, andere werkzame stoffen of pyrotechnische patronen mee af te vuren of tot wapens voor saluutschoten of akoestische signalen, maar ook op onder de categorieën A.2 en A.3 vallende vuurwapens die op deze manier zijn omgebouwd en waarop de bevoegdheid die aan de lidstaten is verleend bij artikel 7, lid 4*bis*, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, als zodanig geen betrekking heeft.

66. Gelet op een en ander moet artikel 7, lid 4*bis*, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, bijgevolg aldus worden uitgelegd dat de lidstaten voor alle semiautomatische vuurwapens van de categorieën A.6 tot en met A.8, met inbegrip van die welke zowel onder deze categorieën als onder categorie A.9 vallen, gebruik mogen maken van de daarin geboden mogelijkheid.

67. Hieruit volgt dat de in punt 32 van het onderhavige arrest weergegeven aanname waarop de vraag is gebaseerd, onjuist is.

68. In die omstandigheden moet worden vastgesteld dat er bij het onderzoek van de prejudiciële vraag niet is gebleken van feiten of omstandigheden die de geldigheid van artikel 7, lid 4*bis*, van richtlijn 91/477, zoals gewijzigd bij richtlijn 2017/853, kunnen aantasten in het licht van artikel 17, lid 1, en de artikelen 20 en 21 van het Handvest en van het vertrouwensbeginsel ».

B.7.1. Uit dat arrest blijkt dat artikel 7, lid 4*bis*, van de richtlijn 91/477/EEG, zoals gewijzigd bij richtlijn (EU) 2017/853, aldus moet worden uitgelegd dat de lidstaten voor alle semiautomatische vuurwapens van de categorieën A6 tot en met A8, met inbegrip van die welke zowel onder die categorieën als onder categorie A9 vallen, gebruik mogen maken van de daarin geboden mogelijkheid om in een overgangsregeling te voorzien.

B.7.2. Met artikel 163 van de wet van 5 mei 2019 maakt de wetgever gebruik van de mogelijkheid die artikel 7, lid 4*bis*, van de richtlijn 91/477/EEG biedt. Het voegt in de Wapenwet een nieuw artikel 45/2 in, dat bepaalt :

« Personen die een vuurwapen bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o of 2^o, rechtmatig verwierven en registreerden vóór 13 juni 2017, hetzij door een vergunning, hetzij door een registratie op grond van een jachtverlof, getuigschrift van bijzondere wachter of sportschutterslicentie, hetzij door een registratie in het register van een erkende persoon, mogen dit vuurwapen verder voorhanden hebben, mits aan de overige wettelijke voorwaarden inzake het voorhanden hebben van wapens is voldaan. Zij kunnen het betreffende vuurwapen enkel overdragen aan de sportschutters bedoeld in artikel 27, § 3, vierde lid en aan daartoe erkende handelaars, verzamelaars en musea. Ze kunnen het vuurwapen tevens laten neutraliseren overeenkomstig artikel 3, § 2, 3^o, of er afstand van doen ».

B.7.3. Zoals de Ministerraad opmerkt in zijn aanvullende memorie en in het licht van het antwoord van het Hof van Justitie, moet artikel 45/2 van de Wapenwet, zoals ingevoerd bij artikel 163 van de wet van 5 mei 2019, zo worden uitgelegd dat het eveneens van toepassing is op de semiautomatische wapens zoals bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o of 2^o, van de Wapenwet en die werden omgebouwd om blanke patronen af te vuren in de zin van artikel 3, § 4, van diezelfde wet (hierna : « de verboden semiautomatische wapens die werden omgebouwd om enkel blanke patronen af te vuren »).

B.7.4. Het middel is bijgevolg niet gegrond ten aanzien van de personen die vóór 13 juni 2017 een verboden semiautomatisch vuurwapen dat werd omgebouwd zodat het enkel blanke patronen kan afvuren in de zin van artikel 3, § 4, van de Wapenwet rechtmatig hebben verworven en geregistreerd, onder voorbehoud van de in B.7.3 vermelde interpretatie.

B.8. Wat betreft de personen die vóór 13 juni 2017 op rechtmatige wijze een vuurwapen dat niet valt onder artikel 3, § 1, 1^o of 2^o, van de Wapenwet dat werd omgebouwd om enkel blanke patronen af te vuren in de zin van artikel 3, § 4, van diezelfde wet (hierna : « een niet-semiautomatisch verboden wapen dat werd omgebouwd om enkel blanke patronen af te vuren ») hebben verworven en geregistreerd, alsook de personen die vóór die datum op rechtmatige wijze een vergunningsplichtig wapen in de zin van artikel 3, § 3, van dezelfde wet hebben verworven en geregistreerd en dat werd omgebouwd om enkel blanke patronen af te vuren in de zin van artikel 3, § 4, van dezelfde wet (hierna : « vergunningsplichtig vuurwapen dat werd omgebouwd om enkel blanke patronen af te vuren »), blijkt uit het punt 65 van het in B.6.2 vermelde arrest van het Hof van Justitie dat artikel 7, lid 4*bis*, van de richtlijn 91/477/EEG daarop geen betrekking heeft. Het Hof van Justitie stelt in de punten 42 en volgende van dat arrest vast dat de omgebouwde wapens ook vóór de inwerkingtreding van de richtlijn (EU) 2017/853 onder het toepassingsgebied van de richtlijn 91/477/EEG vielen. Aangezien de richtlijn (EU) 2017/853 geen wijziging doorvoert voor die omgebouwde wapens, is het duidelijk dat de Uniewetgever ten aanzien van de verboden niet-semiautomatische wapens en de vergunningsplichtige wapens die werden omgebouwd om enkel blanke patronen af te vuren, niet de bedoeling had een overgangsregeling uit te sluiten. Integendeel, zoals vermeld in de punten 52 en 53 van dat arrest, was het de doelstelling van de Uniewetgever om de verworven rechten op eigendom in acht te nemen. Bijgevolg kan de richtlijn 91/477/EEG, zoals gewijzigd bij de richtlijn (EU) 2017/853, niet zo worden uitgelegd dat zij de lidstaten zou verbieden om maatregelen te nemen die erop gericht zijn die doelstelling na te streven. Het ontbreken van een overgangsregeling met betrekking tot de verboden niet-semiautomatische wapens en de vergunningsplichtige wapens die werden omgebouwd om enkel blanke patronen af te vuren, vindt bijgevolg niet zijn oorsprong in de richtlijn.

B.9.1. Het voorhanden hebben van een wapen onder de vroegere wetgeving kan niet tot gevolg hebben dat een verworven recht wordt toegekend om het op onvoorwaardelijke en onbeperkte wijze voorhanden te hebben, en kan de wetgever dus niet beletten om een regeling in te voeren die het bezit ervan verbiedt of aan een vergunningsplicht onderwerpt.

Wanneer hij de bestaande regeling verstrengt, dient de wetgever er evenwel over te waken dat degenen die onder de vroegere regeling op rechtmatige wijze een dergelijk wapen hebben verworven, in staat worden gesteld om zich aan de nieuwe regeling te conformeren.

B.9.2. In zoverre zij vereisen dat elk misdrijf bij de wet moet worden bepaald, hebben artikel 7, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 15, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten een draagwijdte die analoog is aan die van artikel 12, tweede lid, van de Grondwet. De door die bepalingen verstrekte waarborgen vormen in die mate dan ook een onlosmakelijk geheel.

B.9.3. Door aan de wetgevende macht de bevoegdheid te verlenen om te bepalen in welke gevallen strafvervolging mogelijk is, waarborgt artikel 12, tweede lid, van de Grondwet aan elke rechtsonderhorige dat geen enkele gedraging strafbaar zal worden gesteld dan krachtens regels aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering.

Het wettigheidsbeginsel in strafzaken dat uit de voormelde grondwetsbepaling voortvloeit, gaat bovendien uit van de idee dat de strafwet moet worden geformuleerd in bewoordingen op grond waarvan eenieder, op het ogenblik waarop hij een gedrag aanneemt, kan uitmaken of dat gedrag al dan niet strafbaar is.

B.10.1. Vóór de inwerkingtreding van de bestreden bepaling vielen de vuurwapens die zijn omgebouwd om enkel blanke patronen te kunnen afvuren, buiten het toepassingsgebied van de Wapenwet. Zij waren bijgevolg vrij verkrijgbaar.

De bestreden bepaling brengt die vuurwapens wel onder het toepassingsgebied van de Wapenwet en deelt hen in als verboden wapens of als vergunningsplichtige wapens, naar gelang van de categorie waarin zij vielen toen zij nog niet waren omgebouwd. Bijgevolg, en onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.7.3, zijn personen die vóór 13 juni 2017 een dergelijk vuurwapen hadden verworven en geregistreerd, sinds de inwerkingtreding van de wet van 5 mei 2019 op 3 juni 2019 plots bezitter van een verboden wapen of van een niet-vergund vergunningsplichtig wapen.

B.10.2. Onder voorbehoud van de interpretatie vermeld in B.7.3, regelt de wet van 5 mei 2019 niet hoe de personen die vóór 13 juni 2017 een vuurwapen dat is omgebouwd om enkel blanke patronen te kunnen afvuren, rechtmatig hebben verworven, zich aan het nieuwe verboden of vergunningsplichtige statuut van dat wapen kunnen conformeren. Een amendement dat ertoe strekte in een dergelijke regeling te voorzien (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3515/003, pp. 4-7), werd verworpen (*Parl. St.*, Kamer, 2018-2019, DOC 54-3515/005, p. 66).

B.10.3. Nochtans heeft de wetgever in het verleden wel steeds in een aanpassingsperiode voorzien ten gunste van personen die een verboden vuurwapen voorhanden hadden of die een vergunningsplichtig wapen voorhanden hadden zonder over de vereiste vergunning te beschikken.

Zo bepaalt artikel 45, § 1, van de Wapenwet dat eenieder die op de datum van inwerkingtreding van die wet een verboden wapen of munitie bezat, daarvan uiterlijk op 31 oktober 2008 afstand kon doen bij de lokale politiedienst van zijn keuze zonder vervolgd te worden op basis van de Wapenwet. Personen die op de datum van inwerkingtreding van de Wapenwet houder waren van een vergunning tot het voorhanden hebben van een wapen dat krachtens die wet verboden werd, moesten dit krachtens artikel 45, § 3, van die wet uiterlijk op 31 oktober 2008 hetzij door de proefbank voor vuurwapens onomkeerbaar laten ombouwen of neutraliseren tot een niet-verboden wapen, hetzij het overdragen aan een persoon die gerechtigd was het voorhanden te hebben, hetzij er afstand van doen bij de lokale politie van zijn verblijfplaats tegen een billijke vergoeding vastgesteld door de minister van Justitie.

Artikel 44, § 1, van de Wapenwet bepaalt dat eenieder die op de datum van inwerkingtreding van die wet zonder titel een wapen of munitie voorhanden had waarvoor krachtens de wet van 3 januari 1933 « op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie » een vergunning tot het voorhanden hebben van een verweer- of een oorlogswapen was vereist, daarvoor uiterlijk op 31 oktober 2008 de nodige vergunning kon aanvragen zonder voor dat misdrijf te kunnen worden vervolgd. Krachtens artikel 44, § 2, van de Wapenwet kon eenieder die op de datum van inwerkingtreding van die wet een vuurwapen voorhanden had dat krachtens die wet vergunningsplichtig was geworden, daarvan uiterlijk op 31 oktober 2008 aangifte doen bij de gouverneur. Een vergunning zou hem worden uitgereikt mits hij meerderjarig was, hij geen veroordelingen had opgelopen en er geen redenen van openbare orde bestonden die zouden leiden tot de intrekking van de vergunning. In beide gevallen gold de aanvraag voor een vergunning als voorlopige vergunning.

De artikelen 11/1 en 11/2 van de Wapenwet, ingevoegd bij de wet van 25 juli 2008 « tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens », bepalen dat een « vergunning tot het voorhanden hebben » zou worden afgegeven aan de personen die wensten een wapen in hun vermogen te behouden, waarvoor een vergunning was afgegeven of waarvoor geen vergunning vereist was vóór de inwerkingtreding van de Wapenwet. Die vergunning is slechts geldig voor het eenvoudig voorhanden hebben van het wapen, met uitsluiting van munitie. De aanvraag om een dergelijke vergunning te verkrijgen, moest worden ingediend binnen twee maanden na de inwerkingtreding van de artikelen 11/1 en 11/2 van de Wapenwet.

Tot slot bepaalt artikel 45/1, § 1, van de Wapenwet, ingevoegd bij de wet van 7 januari 2018 « tot wijziging van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens en van het Burgerlijk Wetboek », dat eenieder die zonder de vereiste vergunning of erkenning een vergunningsplichtig wapen, een lader of munitie voorhanden had, daarvan uiterlijk op 31 december 2018 aangifte diende te doen bij de lokale politie, met het oog op de erkenning, de vergunning, de registratie, de neutralisering op eigen kosten, de overdracht of de afstand ervan. In afwachting van de beslissing van de gouverneur gold de aanvraag van een erkenning of vergunning krachtens artikel 45/1, § 2, van de Wapenwet als voorlopige erkenning of vergunning. Wie gebruik maakte van die amnestieregeling, kon krachtens artikel 45/1, § 4, van de Wapenwet niet worden vervolgd wegens het gebrek aan de desbetreffende vergunning, voor zover dat feit op het moment van de aangifte geen aanleiding had gegeven tot een specifiek proces-verbaal of een specifieke onderzoeksdaad door een politiedienst of een gerechtelijke overheid.

De voormelde regelingen waren slechts gedurende een beperkte periode van toepassing en kunnen bijgevolg niet worden toegepast op de vuurwapens die als gevolg van de bestreden bepaling verboden of vergunningsplichtig zijn geworden.

B.10.4. Voor de verboden niet-semiautomatische vuurwapens die werden omgebouwd om enkel blanke patronen te kunnen afvuren, betekent dit dat die personen plots een vuurwapen bezitten dat zij krachtens artikel 8, eerste lid, van de Wapenwet niet mogen vervaardigen, herstellen, te koop stellen, verkopen, overdragen of vervoeren, opslaan, voorhanden hebben of dragen. Zij mogen het betrokken vuurwapen met andere woorden bijhouden noch vervreemden.

Personen die niet over de juiste vergunning beschikken voor een vergunningsplichtig vuurwapen dat werd omgebouwd om enkel blanke patronen af te vuren, bezitten sinds de inwerkingtreding van de wet van 5 mei 2019 op 3 juni 2019 plots een vuurwapen dat zij krachtens artikel 11, § 1, van de Wapenwet niet voorhanden mogen hebben. Aangezien die bepaling vereist dat de wapenvergunning « voorafgaand » aan het verwerven van het wapen wordt verkregen, beschikken de betrokken personen bovendien niet over enige mogelijkheid om hun toestand te regulariseren.

Nochtans bepaalt artikel 23, eerste lid, van de Wapenwet dat « zij die de bepalingen van deze wet of van haar uitvoeringsbesluiten (evenals de in artikel 47 bedoelde wet) overtreden, worden gestraft met gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en met een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro, of met een van deze straffen alleen ». Dat de betrokkenen voor de strafrechter zouden kunnen aanvoeren dat het moreel element van het misdrijf ontbreekt, neemt niet weg dat de bestreden bepaling hen in een toestand plaatst waarin zij het plegen van het materieel element van het misdrijf niet kunnen vermijden.

B.10.5. De bestreden bepaling schendt bijgevolg artikel 12, tweede lid, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 7, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 15, lid 1, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, in zoverre zij niet in een overgangsregeling voorziet ten gunste van personen die vóór 13 juni 2017 een verboden niet-semiautomatisch vuurwapen, of een vergunningsplichtig vuurwapen dat werd omgebouwd om enkel blanke patronen te kunnen afvuren in de zin van artikel 3, § 4, van de Wapenwet, rechtmatig hebben verworven en geregistreerd.

Het komt evenwel uitsluitend aan de wetgever toe een einde te maken aan de vastgestelde lacune en de wijze te bepalen waarop een dergelijke overgangsregeling moet worden georganiseerd.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt artikel 153, 5°, van de wet van 5 mei 2019 « houdende diverse bepalingen in strafzaken en inzake erediensden, en tot wijziging van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie en van het Sociaal Strafwetboek », in zoverre het niet voorziet in een overgangsregeling voor de personen die vóór 13 juni 2017 een verboden niet-semiautomatisch vuurwapen of een vergunningsplichtig vuurwapen, dat werd omgebouwd om enkel blanke patronen te kunnen afvuren in de zin van artikel 3, § 4, van de wet van 8 juni 2006 « houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens » rechtmatig hebben verworven en geregistreerd;

- onder voorbehoud van de in B.7.3 vermelde interpretatie van artikel 163 van dezelfde wet van 5 mei 2019, verworpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 4 juli 2024.

De griffier,
Nicolas Dupont

De voorzitter,
Pierre Nihoul

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[C – 2024/007364]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 75/2024 vom 4. Juli 2024

Geschäftsverzeichnisnummer 7310

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 153 Nr. 3 und Nr. 5, 162 und 163 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Strafsachen und im Bereich Kulte sowie zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Mai 2002 über die Sterbehilfe und des Sozialstrafgesetzbuches », erhoben von der VoG « Défense Active des Amateurs d'Armes » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten Pierre Nihoul und Luc Lavrysen, und den Richtern Thierry Giet, Joséphine Moerman, Michel Pâques, Yasmine Kherbache, Danny Pieters, Sabine de Bethune, Emmanuelle Bribosia, Willem Verrijdt, Katrin Jadin und Magali Plovie, unter Assistenz des Kanzlers Nicolas Dupont, unter dem Vorsitz des Präsidenten Pierre Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 22. November 2019 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 26. November 2019 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 153 Nr. 3 und Nr. 5, 162 und 163 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Strafsachen und im Bereich Kulte sowie zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Mai 2002 über die Sterbehilfe und des Sozialstrafgesetzbuches » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. Mai 2019): die VoG « Défense Active des Amateurs d'Armes », Marco Kuchler und Stève Durand, unterstützt und vertreten durch RA Frank Judo und RA Tim Souverijns, in Brüssel zugelassen.

In seinem Zwischenentscheid Nr. 50/2017 vom 25. März 2021 (ECLI:BE:GHCC:2021:ARR.050), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. Mai 2021, hat der Verfassungsgerichtshof dem Gerichtshof der Europäischen Union folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt:

« Verstößt Artikel 7 Absatz 4a der Richtlinie 91/477/EWG in Verbindung mit Abschnitt II Kategorie A Nummern 6 bis 9 von Anhang I zur selben Richtlinie gegen die Artikel 17 Absatz 1, 20 und 21 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und den Grundsatz des berechtigten Vertrauens, insofern er es den Mitgliedstaaten nicht gestattet, eine Übergangsregelung für die in der Kategorie A9 erwähnten Feuerwaffen, die vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und registriert wurden, vorzusehen, während er es ihnen gestattet, eine Übergangsregelung für die in den Kategorien A6 bis A8 erwähnten Feuerwaffen, die vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und registriert wurden, vorzusehen? ».

In seinem Urteil vom 5. März 2024 in der Rechtssache C-234/21 (ECLI:EU:C:2024:200) hat der Gerichtshof der Europäischen Union auf die Frage geantwortet.

Durch Anordnung vom 13. März 2024 hat der Gerichtshof nach Anhörung der referierenden Richterin Magali Plovie und des Richters Willem Verrijdt, Berichterstatter in Vertretung des gesetzlich verhinderten referierenden Richters Danny Pieters, beschlossen,

- die Verhandlung zur Sache, was den zweiten Klagegrund betrifft, wiederzueröffnen,
- die Parteien aufzufordern, in einem spätestens am 10. April 2024 einzureichenden und innerhalb derselben Frist den jeweils anderen Parteien zu übermittelnden Ergänzungsschriftsatz ihren Standpunkt zu den Auswirkungen des vorerwähnten Urteils des Gerichtshofes der Europäischen Union auf die Prüfung des zweiten Klagegrunds der klagenden Parteien zu äußern,
- dass keine Sitzung abgehalten wird, außer wenn eine Partei innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Notifizierung dieser Anordnung einen Antrag auf Anhörung eingereicht hat, und
- dass vorbehaltlich eines solchen Antrags die Verhandlung am 24. April 2024 geschlossen und die Rechtssache zur Beratung gestellt wird.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1.1. Die Artikel 153 bis 163 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Strafsachen und im Bereich Kulte sowie zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Mai 2002 über die Sterbehilfe und des Sozialstrafgesetzbuches » (nachstehend: Gesetz vom 5. Mai 2019) ändern verschiedene Bestimmungen des Gesetzes vom 8. Juni 2006 « zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen » (nachstehend: Gesetz vom 8. Juni 2006) ab.

Die meisten dieser Bestimmungen stellen die teilweise Umsetzung der Richtlinie (EU) 2017/853 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Mai 2017 « zur Änderung der Richtlinie 91/477/EWG des Rates über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Waffen » (nachstehend: Richtlinie (EU) 2017/853) dar. Mit den anderen Bestimmungen werden einige technische Abänderungen an dem Gesetz vom 8. Juni 2006 vorgenommen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3515/001, S. 245).

B.1.2. Die klagenden Parteien fechten Artikel 163 (erster Klagegrund), Artikel 153 Nr. 5 (zweiter Klagegrund) und Artikel 162 (dritter Klagegrund) des Gesetzes vom 5. Mai 2019 an. Durch seinen Entscheid Nr. 50/2021 vom 25. März 2021 (ECLI:BE:GHCC:2021:ARR.050) hat der Gerichtshof die Klage auf Nichtigerklärung dieser Bestimmungen zurückgewiesen, indem sie gegen die Artikel 162 und 163 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 gerichtet ist. Demzufolge braucht nur noch der zweite Klagegrund geprüft zu werden.

B.2.1. Im zweiten Klagegrund führen die klagenden Parteien an, dass Artikel 153 Nr. 5 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 nicht vereinbar sei mit den Artikeln 10, 11, 12, 14 und 16 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention (nachstehend: erstes Zusatzprotokoll), mit Artikel 15 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, mit Artikel 49 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und mit dem Grundsatz des berechtigten Vertrauens.

B.2.2. Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung bestimmt:

« Niemand darf verfolgt werden, es sei denn in den durch Gesetz bestimmten Fällen und in der dort vorgeschriebenen Form ».

Artikel 14 der Verfassung bestimmt:

« Eine Strafe darf nur aufgrund des Gesetzes eingeführt oder angewandt werden ».

Artikel 16 der Verfassung bestimmt:

« Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn zum Nutzen der Allgemeinheit, in den Fällen und in der Weise, die das Gesetz bestimmt, und gegen gerechte und vorherige Entschädigung ».

Artikel 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Niemand kann wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach inländischem oder internationalem Recht nicht strafbar war. Ebenso darf keine höhere Strafe als die im Zeitpunkt der Begehung der strafbaren Handlung angedrohte Strafe verhängt werden ».

Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls bestimmt:

« Jede natürliche oder juristische Person hat ein Recht auf Achtung ihres Eigentums. Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn, dass das öffentliche Interesse es verlangt, und nur unter den durch Gesetz und durch die allgemeinen Grundsätze des Völkerrechts vorgesehenen Bedingungen.

Die vorstehenden Bestimmungen beeinträchtigen jedoch in keiner Weise das Recht des Staates, diejenigen Gesetze anzuwenden, die er für die Regelung der Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse oder zur Sicherung der Zahlung der Steuern oder sonstigen Abgaben oder von Geldstrafen für erforderlich hält ».

Artikel 15 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte bestimmt:

« Niemand darf wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach inländischem oder nach internationalem Recht nicht strafbar war. Ebenso darf keine schwerere Strafe als die im Zeitpunkt der Begehung der strafbaren Handlung angedrohte Strafe verhängt werden. Wird nach Begehung einer strafbaren Handlung durch Gesetz eine mildere Strafe eingeführt, so ist das mildere Gesetz anzuwenden ».

Artikel 49 Absatz 1 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union bestimmt:

« Niemand darf wegen einer Handlung oder Unterlassung verurteilt werden, die zur Zeit ihrer Begehung nach innerstaatlichem oder internationalem Recht nicht strafbar war. Es darf auch keine schwerere Strafe als die zur Zeit der Begehung angedrohte Strafe verhängt werden. Wird nach Begehung einer Straftat durch Gesetz eine mildere Strafe eingeführt, so ist diese zu verhängen ».

B.3.1. In den Erwägungsgründen 20 und 21 der Richtlinie (EU) 2017/853 heißt es, dass die Feuerwaffen, die nur Platzpatronen abfeuern können, und die Feuerwaffen, die nur akustische Signale abgeben, ebenfalls eine Gefahr für die öffentliche Sicherheit darstellen:

« Es besteht ein hohes Risiko dafür, dass akustische Waffen und andere Typen von nicht scharfen Waffen in echte Feuerwaffen umgebaut werden. Daher ist es unbedingt erforderlich, das Problem der Verwendung solcher umgebauter Feuerwaffen bei der Begehung krimineller Handlungen anzugehen, und zwar insbesondere, indem derartige Waffen in den Anwendungsbereich der Richtlinie 91/477/EWG einbezogen werden. Um ferner der Gefahr entgegenzuwirken, dass Schreckschuss- und Signalwaffen so konstruiert sind, dass ein Umbau möglich ist, sodass damit Schrot, Kugeln oder Geschosse mittels einer Treibladung abgefeuert werden können, sollte die Kommission technische Spezifikationen erlassen, damit sie nicht in dieser Weise umgebaut werden können.

Angesichts des hohen Risikos einer Reaktivierung unsachgemäß deaktivierter Feuerwaffen und zur Erhöhung der Sicherheit in der gesamten Union sollten diese Feuerwaffen unter die Richtlinie 91/477/EWG fallen. Es sollte eine Definition des Begriffs der deaktivierten Feuerwaffen aufgenommen werden, die die Grundsätze für die Deaktivierung von Feuerwaffen gemäß dem Protokoll gegen die unerlaubte Herstellung von Feuerwaffen, deren Teilen, Komponenten und Munition sowie gegen den unerlaubten Handel damit, das dem Beschluss 2014/164/EU des Rates beigelegt ist und durch den das Protokoll in Unionsrecht umgesetzt wird, widerspiegelt ».

B.3.2. Aus diesem Grund ergänzt Artikel 1 Nummer 19 der Richtlinie (EU) 2017/853 Anhang I Abschnitt II der Richtlinie (EU) 91/477/EWG des Rates vom 18. Juni 1991 über die Kontrolle des Erwerbs und des Besitzes von Waffen (nachstehend: Richtlinie (EU) 91/477/EWG). Der Kategorie A (verbotene Feuerwaffen) wurde eine neue Nummer 9 hinzugefügt, der Kategorie B (genehmigungspflichtige Feuerwaffen) wird eine neue Nummer 8 und der Kategorie C (meldepflichtige Feuerwaffen und Waffen) wird eine neue Nummer 5 hinzugefügt. Diese gleichlautenden Nummern bestimmen:

« Sämtliche Feuerwaffen dieser Kategorie, die für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischer Munition oder in Salutwaffen oder akustische Waffen umgebaut wurden ».

In dem neuen Artikel 1 Absatz 1 Nummer 5 der Richtlinie 91/477/EWG sind Salutwaffen und akustische Waffen definiert als « Feuerwaffen, die gezielt für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurden und die beispielsweise bei Theateraufführungen, Foto-, Film- und Fernsehaufnahmen, historischen Nachstellungen, Paraden, Sportveranstaltungen sowie zu Trainingszwecken verwendet werden ».

B.3.3. Mit dem angefochtenen Artikel 153 Nr. 5 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 werden diese neuen Bestimmungen der Richtlinie 91/477/EWG umgesetzt. Er fügt Artikel 3 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 einen neuen Paragraphen 4 hinzu, der bestimmt:

« Feuerwaffen, die für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischer Munition oder in Salutwaffen oder akustische Waffen umgebaut wurden, und nicht zu diesem Zweck umgebaute Waffen, mit denen nur die vorerwähnten Patronen oder Substanzen abgefeuert werden, bleiben in der Kategorie, in die sie aufgrund der Paragraphen 1 und 3 eingeteilt wurden ».

In dem neuen Artikel 2 Nr. 26/1 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 sind Salutwaffen und akustischen Waffen definiert als « Feuerwaffen, die gezielt für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, gebaut oder umgebaut wurden und die beispielsweise bei Theateraufführungen, Foto-, Film- und Fernsehaufnahmen, historischen Nachstellungen, Paraden, Sportveranstaltungen sowie zu Trainingszwecken verwendet werden ».

In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 5. Mai 2019 heißt es:

« La catégorie A, point 9, et la catégorie B, point 8, de la directive, disposent que les armes à feu transformées dans le but de tirer des cartouches ou des substances bien déterminées ne changent pas de catégorie. Ainsi, une arme à feu soumise à autorisation ne devient pas en vente libre en la transformant afin de tirer encore uniquement des cartouches à blanc. Ce principe est inscrit dans un nouveau paragraphe 4 de l'article 3 de la loi sur les armes.

Le fait que des armes à feu authentiques – donc non transformées – sont, dans la pratique, uniquement utilisées avec les cartouches ou substances visées (par exemple, cartouches à blanc, balles traçantes, etc.) n'a pas non plus pour conséquence que cette arme à feu change soudainement de catégorie. Actuellement, cette disposition figure déjà dans la circulaire ministérielle relative à la législation sur les armes, mais il est recommandé de l'intégrer également dans la loi » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3515/001, S. 247).

B.4. Die klagenden Parteien fechten Artikel 153 Nr. 5 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 nur insoweit an, als er sich auf verbotene und erlaubnispflichtige Feuerwaffen, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurden, bezieht.

Außerdem fechten sie nicht das Verbot oder die Erlaubnispflicht an sich an, sondern nur die fehlende Übergangsregelung für Personen, die solche Feuerwaffen vor dem 3. Juni 2019 rechtmäßig erworben und registriert haben. Sie machen geltend, dass die angefochtene Bestimmung in diesem Maße nicht mit dem Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung in Verbindung mit dem Grundsatz des berechtigten Vertrauens, mit dem Recht auf Achtung des Eigentums und mit dem Legalitätsprinzip in Strafsachen vereinbar sei.

B.5. In seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 50/2021 hat der Gerichtshof geurteilt, dass die angefochtene Bestimmung insofern, als sie keine Übergangsregelung für Feuerwaffen vorsieht, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurden, und die zwischen dem 13. Juni 2017 und dem 3. Juni 2019 rechtmäßig erworben oder registriert wurden, aus den in B.7.1 bis B.10.4 des besagten Entscheids dargelegten Gründen mit den im Klagegrund geltend gemachten Referenznormen vereinbar ist. Personen, die eine solche Feuerwaffe im Laufe dieses Zeitraums gekauft haben, konnten nämlich wissen, dass sie bald verboten oder erlaubnispflichtig werden würde ».

Der Gerichtshof muss jedoch noch die Vereinbarkeit der angefochtenen Bestimmung mit den im Klagegrund genannten Referenznormen prüfen, insofern sie auch keine Übergangsregelung für Personen vorsieht, die vor dem 13. Juni 2017 eine Feuerwaffe rechtmäßig erworben und registriert haben, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurde.

B.6.1. In seinem Entscheid Nr. 50/2021 hat der Gerichtshof geurteilt, dass bezüglich des Nichtvorhandenseins einer Übergangsregelung für die in der Kategorie A9 erwähnten Feuerwaffen, die vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und registriert wurden, dem Gerichtshof der Europäischen Union folgende Vorabentscheidungsfrage zu stellen war:

« Verstößt Artikel 7 Absatz 4a der Richtlinie 91/477/EWG in Verbindung mit Abschnitt II Kategorie A Nummern 6 bis 9 von Anhang I zur selben Richtlinie gegen die Artikel 17 Absatz 1, 20 und 21 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union und den Grundsatz des berechtigten Vertrauens, insofern er es den Mitgliedstaaten nicht gestattet, eine Übergangsregelung für die in der Kategorie A9 erwähnten Feuerwaffen, die vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und registriert wurden, vorzusehen, während er es ihnen gestattet, eine Übergangsregelung für die in den Kategorien A6 bis A8 erwähnten Feuerwaffen, die vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und registriert wurden, vorzusehen? ».

B.6.2. Mit seinem Urteil vom 5. März 2024 in Sachen *Défense Active des Amateurs d'Armes ASBL u.a.* (C-234/21, ECLI:EU:C:2024:200) hat die Große Kammer des Gerichtshofes der Europäischen Union die vorerwähnte Vorabentscheidungsfrage wie folgt beantwortet:

« 31. Mit seiner Frage möchte das vorlegende Gericht im Wesentlichen wissen, ob Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung in Verbindung mit den Nrn. 6 bis 9 der 'Kategorie A – Verbotene Feuerwaffen' in Anhang I Teil II A der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung im Hinblick auf Art. 17 Abs. 1, Art. 20 und Art. 21 der Charta sowie den Grundsatz des Vertrauensschutzes gültig ist.

32. Wie sich sowohl den Erläuterungen des vorlegenden Gerichts als auch dem Wortlaut der Frage entnehmen lässt, beruht diese auf der Prämisse, dass dieser Art. 7 Abs. 4a den Mitgliedstaaten gestattet, eine Übergangsregelung für Feuerwaffen der Kategorien A.6 bis A.8 vorzusehen, die vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und eingetragen wurden, dies für Feuerwaffen der Kategorie A.9 aber nicht gestattet.

33. Unter diesen Umständen ist zunächst zu prüfen, ob Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung dahin auszulegen ist, dass er es den Mitgliedstaaten nicht gestattet, eine Übergangsregelung für Feuerwaffen der Kategorie A.9 vorzusehen, die vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und eingetragen wurden.

34. Um festzustellen, ob dies der Fall ist, sind bei der Auslegung dieser Vorschrift nach ständiger Rechtsprechung des Gerichtshofes nicht nur ihr Wortlaut, sondern auch der Zusammenhang, in den sie sich einfügt, und die mit der Regelung, zu der sie gehört, verfolgten Ziele zu berücksichtigen (Urteil vom 1. August 2022, *Sea Watch*, C-14/21 und C-15/21, EU:C:2022:604, Rn. 115 und die dort angeführte Rechtsprechung).

35. Ein Rechtsakt der Union ist zudem nach einem allgemeinen Auslegungsgrundsatz so weit wie möglich in einer seine Gültigkeit nicht in Frage stellenden Weise und im Einklang mit dem gesamten Primärrecht und insbesondere mit den Bestimmungen der Charta auszulegen. Lässt eine Vorschrift des abgeleiteten Unionsrechts mehr als eine Auslegung zu, ist daher die Auslegung, bei der die Bestimmung mit dem Unionsprimärrecht vereinbar ist, derjenigen vorzuziehen, die zur Feststellung ihrer Unvereinbarkeit mit dem Primärrecht führt (Urteil vom 21. Juni 2022, *Ligue des droits humains*, C-817/19, EU:C:2022:491, Rn. 86 und die dort angeführte Rechtsprechung).

36. Was als Erstes den Wortlaut von Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung betrifft, ist festzustellen, dass diese Bestimmung den Mitgliedstaaten gestattet, zu ' beschließen, Genehmigungen für halbautomatische Feuerwaffen der Kategorie A Nummer 6, 7 oder 8 für eine Feuerwaffe, die in die Kategorie B eingeteilt war und die vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und eingetragen wurde, unter den sonstigen in dieser Richtlinie festgelegten Bedingungen zu bestätigen, zu erneuern oder zu verlängern '.

37. Aus diesem Wortlaut ergibt sich, dass die den Mitgliedstaaten darin eingeräumte Befugnis, nämlich die Befugnis, Genehmigungen zu bestätigen, zu erneuern oder zu verlängern, nur für halbautomatische Feuerwaffen der Kategorien A.6 bis A.8 gilt, die vor dem Inkrafttreten der Richtlinie 2017/853 in die ' Kategorie B – Genehmigungspflichtige Feuerwaffen ' in Anhang I Teil II A der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2008/51 geänderten Fassung (im Folgenden: Kategorie B) eingruppiert waren und vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und eingetragen worden waren. Aus dem Wortlaut ergibt sich außerdem, dass diese Befugnis nur unter dem Vorbehalt eingeräumt wird, dass die übrigen in der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung festgelegten Voraussetzungen erfüllt sind.

38. Im vorliegenden Fall lässt sich der Vorlageentscheidung zunächst entnehmen, dass der Aspekt des Ausgangsverfahrens, auf den sich die Vorlagefrage bezieht, halbautomatische Feuerwaffen betrifft, die in die Kategorie A.9 fallen und vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und eingetragen wurden.

39. Sodann ist festzustellen, dass die am Verfahren vor dem Gerichtshof beteiligten Parteien unterschiedlicher Auffassung darüber sind, ob halbautomatische Feuerwaffen, die für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischer Munition oder in Salutwaffen oder akustische Waffen umgebaut wurden, vor dem Inkrafttreten der Richtlinie 2017/853 in die Kategorie B eingruppiert waren. So macht insbesondere der Rat der Europäischen Union unter Verweis auf unterschiedliche Auslegungen der Richtlinie 91/477 durch die Mitgliedstaaten geltend, dass vor der Einfügung der Kategorie A.9 durch die Richtlinie 2017/853 nicht klar gewesen sei, ob diese Feuerwaffen in den Anwendungsbereich der Kategorie B in Anhang I Teil II A fielen.

40. Dagegen haben schließlich sämtliche Teilnehmer an der mündlichen Verhandlung vom 8. Mai 2023 vorgetragen, dass Feuerwaffen der Kategorie A.9, die sowohl den Kriterien dieser Kategorie als auch denen einer der Kategorien A.6 bis A.8 entsprächen, auch in diese zuletzt genannten Kategorien fallen könnten.

41. Unter diesen Umständen ist zur Berücksichtigung des Zusammenhangs, in den sich Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung einfügt, als Zweites zu prüfen, ob die betreffenden Feuerwaffen zum einen vor dem Inkrafttreten der Richtlinie 2017/853 in die Kategorie B eingruppiert waren und ob sie zum anderen sowohl in die Kategorie A.9 als auch in eine der Kategorien A.6 bis A.8 fallen können.

42. Erstens ist zu der Frage, ob die betreffenden Feuerwaffen vor dem Inkrafttreten der Richtlinie 2017/853 in die Kategorie B eingruppiert waren, festzustellen, dass halbautomatische Feuerwaffen der Kategorie A.9, also Waffen, die für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischer Munition oder in Salutwaffen oder akustische Waffen umgebaut wurden, wie der Generalanwalt im Wesentlichen in den Nrn. 52 bis 55 seiner Schlussanträge vom 24. November 2022 ausgeführt hat, trotz ihres Umbaus die Kriterien für die Definition des Begriffs ' Feuerwaffe ' erfüllen, die in Art. 1 Abs. 1 Nr. 1 der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung wie auch in diesem Art. 1 Abs. 1 in seiner Fassung vor dem Inkrafttreten der Richtlinie 2017/853 vorgesehen waren.

43. Dem Wortlaut jeder dieser Bestimmungen lässt sich nämlich entnehmen, dass unter dem Vorbehalt gewisser Ausnahmen als Feuerwaffen nicht nur alle tragbaren Waffen gelten, die dafür gebaut sind, Schrot, eine Kugel oder ein anderes Geschoss mittels Treibladung durch einen Lauf zu verschießen, sondern auch alle tragbaren Waffen, die für diesen Zweck umgebaut werden können, wobei ein Gegenstand als dergestalt umbaubar gilt, wenn er das Aussehen einer Feuerwaffe hat und sich aufgrund seiner Bauweise oder des Materials, aus dem er hergestellt ist, zu einem Umbau eignet.

44. Hierzu wird im 20. Erwägungsgrund der Richtlinie 2017/853 ausgeführt, dass ein hohes Risiko dafür besteht, dass Salutwaffen und akustische Waffen sowie andere Typen von nicht scharfen Waffen in echte Feuerwaffen umgebaut werden. Zudem können halbautomatische Feuerwaffen, die u. a. in eine der Kategorien A.6 bis A.8 fallen, da sie für den Zweck gebaut wurden, Schrot, eine Kugel oder ein anderes Geschoss zu verschießen, und die danach für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischen Signalpatronen oder in Salutwaffen oder akustische Waffen umgebaut wurden und damit in die Kategorie A.9 fallen, unstreitig ihr früheres Gefährlichkeitslevel wiedererlangen, indem sie erneut umgebaut werden, um Schrot, eine Kugel oder ein anderes Geschoss mittels einer Treibladung abzufeuern.

45. Eine solche Beurteilung wird durch Anhang I Teil III der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2008/51 geänderten Fassung bestätigt, da der Unionsgesetzgeber darin von der Definition einer Feuerwaffe ausdrücklich u. a. Gegenstände ausgenommen hat, die durch ein Deaktivierungsverfahren auf Dauer unbrauchbar gemacht wurden, das verbürgt, dass alle wesentlichen Bestandteile der Feuerwaffe auf Dauer unbrauchbar sind und nicht mehr entfernt, ausgetauscht oder in einer Weise umgebaut werden können, die eine Reaktivierung ermöglicht. In diesem Anhang I Teil III war hingegen kein derartiger Ausschluss für Waffen vorgesehen, die für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischer Munition oder in Salutwaffen oder akustische Waffen umgebaut wurden.

46. Im 20. Erwägungsgrund der Richtlinie 2017/853 wird zwar ebenfalls ausgeführt, dass es unbedingt erforderlich ist, das Problem solcher umgebauten Feuerwaffen anzugehen, indem sie in den Anwendungsbereich der Richtlinie 91/477 einbezogen werden. Daraus kann aber nicht abgeleitet werden, dass diese umgebauten Feuerwaffen erst seit dem Inkrafttreten der Richtlinie 2017/853 in den Anwendungsbereich der Richtlinie 91/477 fallen. Da diese Waffen nämlich der Definition in Art. 1 Abs. 1 der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2008/51 geänderten Fassung entsprechen, ist die im angeführten Erwägungsgrund der Richtlinie 2017/853 vorgenommene Klarstellung dahin zu verstehen, dass mit ihr in Anbetracht der in Rn. 39 des vorliegenden Urteils dargelegten unterschiedlichen Auslegungen bestätigt werden soll, dass umgebaute Feuerwaffen in den Anwendungsbereich der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung fallen.

47. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass die betreffenden Feuerwaffen vor Inkrafttreten der Richtlinie 2017/853 als in die Kategorie B eingruppiert anzusehen waren, in deren Nrn. 1 und 4 bis 7 halbautomatische Feuerwaffen aufgezählt wurden.

48. Zweitens ist zu der Frage, ob halbautomatische Feuerwaffen, die für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischer Munition oder in Salutwaffen oder akustische Waffen umgebaut wurden, sowohl in die Kategorie A.9 als auch in eine der Kategorien A.6 bis A.8 fallen können, darauf hinzuweisen, dass die Kategorie A.9 ihrem Wortlaut nach ' sämtliche Feuerwaffen dieser Kategorie ' umfasst, die für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischer Munition oder in Salutwaffen oder akustische Waffen umgebaut wurden.

49. Folglich ergibt sich aus dem Wortlaut der Kategorie A.9, dass eine Feuerwaffe, um in diese Kategorie zu fallen, zum einen den in Nr. 2, 3, 6, 7 oder 8 der 'Kategorie A – Verbotene Feuerwaffen' in Anhang I Teil II A der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung (im Folgenden: Kategorien A.2, A.3, A.6, A.7 oder A.8) bezeichneten Kriterien entsprechen muss und zum anderen für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischer Munition oder in eine Salutwaffe oder akustische Waffe umgebaut worden sein muss.

50. Dieser Wortlaut deutet somit darauf hin, dass der Umstand, dass ein derartiger Umbau bei einer Waffe durchgeführt wurde, durch den sie in die Kategorie A.9 fällt, nicht dazu führt, dass ihre Einstufung in die Kategorien A.2, A.3, A.6, A.7 oder A.8 entfielen. Waffen, die in die Kategorie A.9 fallen, erfüllen, wie in Rn. 42 des vorliegenden Urteils ausgeführt, zum einen die Kriterien, mit denen der Begriff 'Feuerwaffe' in Art. 1 Abs. 1 Nr. 1 der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung definiert wird. Zum anderen wird in den Kategorien A.2, A.3, A.6, A.7 oder A.8 nicht danach unterschieden, ob die darin bezeichneten Feuerwaffen umgebaut wurden oder nicht.

51. Als Drittes ergibt sich hinsichtlich der mit den Richtlinien 91/477 und 2017/853 verfolgten Ziele erstens aus dem 20. Erwägungsgrund der Richtlinie 2017/853 und den dem Gerichtshof vorliegenden Materialien des Gesetzgebungsverfahrens zu dieser Richtlinie, dass die im Laufe des Gesetzgebungsverfahrens erfolgte Ergänzung um die Kategorie A.9 angesichts der in den Mitgliedstaaten unterschiedlichen Situation klarstellen sollte, dass Feuerwaffen, die für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischer Munition oder in Salutwaffen oder akustische Waffen umgebaut wurden, in den Anwendungsbereich der Richtlinie 91/477 fallen.

52. Dagegen lässt sich, wie u. a. die Kommission ausgeführt hat, keinem dieser Gesichtspunkte ein Hinweis darauf entnehmen, dass der Unionsgesetzgeber mit dieser Ergänzung beabsichtigt hätte, Feuerwaffen, die einem solchen Umbau unterzogen wurden, von den Kategorien A.2, A.3, A.6, A.7 oder A.8 oder dem Anwendungsbereich von Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung auszunehmen. Insbesondere ergibt sich aus keinem der Erwägungsgründe der Richtlinie 2017/853, dass Waffen der Kategorie A.9 aus diesen Kategorien oder diesem Anwendungsbereich ausgeschlossen wären.

53. Zweitens ist, da der Unionsgesetzgeber im 31. Erwägungsgrund der Richtlinie 2017/853 ausgeführt hat, dass diese im Einklang mit den Grundrechten und Grundsätzen steht, die insbesondere mit der Charta anerkannt wurden, davon auszugehen, dass mit diesem Art. 7 Abs. 4a eine Wahrung erworbener Rechte und insbesondere des in Art. 17 Abs. 1 der Charta garantierten Eigentumsrechts gewährleistet werden soll, da den Mitgliedstaaten darin im Wesentlichen gestattet wird, für Feuerwaffen der Kategorien A.6 bis A.8, die vor dem Inkrafttreten dieser Richtlinie in die Kategorie B eingruppiert waren und vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und eingetragen wurden, bereits erteilte Genehmigungen aufrechtzuerhalten, so dass die Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung nicht dazu verpflichtet, Besitzern solcher Waffen das Eigentum daran zu entziehen (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 3. Dezember 2019, *Tschechische Republik/Parlament und Rat*, C-482/17, EU:C:2019:1035, Rn. 135).

54. In Anbetracht dieses Ziels, die Wahrung erworbener Eigentumsrechte zu gewährleisten, kann Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung, obgleich er eine Ausnahme vom Grundsatz des Verbots des Besitzes von Feuerwaffen der Kategorien A.6 bis A.8 vorsieht, nicht in einer Weise ausgelegt werden, die bewirkt, dass derartige Waffen von seinem Anwendungsbereich ausgenommen werden, wenn sie auch die zusätzlichen, in der Kategorie A.9 bezeichneten Kriterien erfüllen. Eine solche Auslegung würde nämlich, wie sich an dem vorliegenden Vorabentscheidungsersuchen zeigt, Fragen aufwerfen, ob dieser Art. 7 Abs. 4a mit Art. 17 der Charta vereinbar ist, wobei Art. 7 Abs. 4a doch gerade die Wahrung des Eigentumsrechts gewährleisten soll.

55. Drittens hat der Unionsgesetzgeber mit dem Erlass der Richtlinie 2017/853 im Kontext der Entwicklung der Sicherheitsrisiken das im fünften Erwägungsgrund der Richtlinie 91/477 genannte Ziel weiterverfolgt, das gegenseitige Vertrauen unter den Mitgliedstaaten im Bereich der Wahrung der Sicherheit von Personen dadurch zu erhöhen, dass hierfür Feuerwaffen in Kategorien einzuteilen sind, bei denen Erwerb und Besitz durch Privatpersonen entweder verboten oder aber erlaubnis- oder meldepflichtig sind, ein Ziel also, das selbst das reibungslose Funktionieren des Binnenmarkts gewährleisten soll (Urteil vom 3. Dezember 2019, *Tschechische Republik/Parlament und Rat*, C-482/17, EU:C:2019:1035, Rn. 54).

56. Die Richtlinie 91/477 verfolgt zudem das Ziel, die öffentliche Sicherheit der Unionsbürger zu gewährleisten (vgl. in diesem Sinne Urteil vom 3. Dezember 2019, *Tschechische Republik/Parlament und Rat*, C-482/17, EU:C:2019:1035, Rn. 49 und 126).

57. Keines dieser Ziele steht dem entgegen, dass Besitzer von Feuerwaffen, die sowohl in eine der Kategorien A.6 bis A.8 als auch in die Kategorie A.9 fallen, in den Genuss der Übergangsregelung gelangen können, die in Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung vorgesehen ist.

58. Zum einen ist eine solche Auslegung nämlich geeignet, das Ziel zu erreichen, das Funktionieren des Binnenmarkts zu erleichtern.

59. Zum anderen stellen, was das Ziel der Gewährleistung der Sicherheit der Unionsbürger betrifft, wie der Generalanwalt in Nr. 72 seiner Schlussanträge vom 24. November 2022 ausgeführt hat, zunächst einmal Feuerwaffen, die den Kriterien der Kategorie A.9 entsprechen, offensichtlich eine weniger gegenwärtige Gefahr dar als solche, die ausschließlich in die Kategorien A.6 bis A.8 fallen, da mit Letzteren unmittelbar Kugeln oder Projektilen verschossen werden können, während Erstere lediglich Gase zur Detonation bringen und ausstoßen, so dass die einen eine aktuelle Gefahr darstellen, die anderen dagegen lediglich eine potenzielle Gefahr im Fall eines erneuten Umbaus aufweisen.

60. Sodann ergibt sich aus dem Wortlaut von Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung, dass die dort vorgesehene Befugnis nur für Feuerwaffen gilt, die vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben und eingetragen wurden. Das bedeutet aber insbesondere, dass die insoweit in der Richtlinie 91/477 in ihrer vor Inkrafttreten der Richtlinie 2017/853 geltenden Fassung vorgesehenen Anforderungen, insbesondere diejenigen hinsichtlich der Sicherheit, eingehalten wurden.

61. Schließlich impliziert dieser Wortlaut, dass zu dem Zeitpunkt, zu dem ein Mitgliedstaat beabsichtigt, in Anwendung dieser Bestimmung eine Genehmigung für eine halbautomatische Feuerwaffe der Kategorien A.6 bis A.8 zu bestätigen, zu erneuern oder zu verlängern, die übrigen in der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung festgelegten Voraussetzungen, insbesondere hinsichtlich der Sicherheit, erfüllt sein müssen.

62. Es ist folglich, wie das Europäische Parlament, der Rat und die Kommission in der mündlichen Verhandlung vom 8. Mai 2023 vorgetragen haben, nicht ersichtlich, dass das Ziel, die öffentliche Sicherheit der Unionsbürger zu gewährleisten, durch den Umstand beeinträchtigt werden könnte, dass Besitzer von Feuerwaffen, die sowohl in eine der Kategorien A.6 bis A.8 als auch in die Kategorie A.9 fallen, in den Genuss einer Aufrechterhaltung von bereits erteilten Genehmigungen für Waffen dieser Kategorien A.6 bis A.8 nach Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung kommen können.

63. Als Viertes ist festzustellen, dass eine solche Auslegung von Art. 7 Abs. 4a, die, wie sich aus den vorstehenden Erwägungen ergibt, mit dem Wortlaut dieser Bestimmung und dem Zusammenhang, in den sie sich einfügt, wie auch mit der Systematik und den Zielen der Regelung, zu der sie gehört, im Einklang steht, auch nicht dazu führt, dass dieser Bestimmung oder der mit der Richtlinie 2017/853 erfolgten Einfügung der Kategorie A.9 jegliche praktische Wirksamkeit genommen würde.

64. Vielmehr stellt diese Auslegung nämlich zum einen, wie insbesondere in den Rn. 53 und 54 des vorliegenden Urteils ausgeführt, die praktische Wirksamkeit dieses Art. 7 Abs. 4a insoweit sicher, als mit ihm die Wahrung erworbener Rechte und insbesondere des in Art. 17 Abs. 1 der Charta garantierten Eigentumsrechts gewährleistet werden soll.

65. Zum anderen wird durch diese Auslegung das in Rn. 51 des vorliegenden Urteils erörterte Ziel, das der Unionsgesetzgeber mit der Einfügung der Kategorie A.9 erreichen wollte, in keiner Weise beeinträchtigt. In dieser Kategorie werden zudem, wie sich aus ihrem Wortlaut selbst ergibt, nicht nur Feuerwaffen der Kategorien A.6 bis A.8 zusammengefasst, die für das Abfeuern von Platzpatronen, Reizstoffen, sonstigen aktiven Substanzen oder pyrotechnischer Munition oder in Salutwaffen oder akustische Waffen umgebaut wurden, sondern auch Waffen der Kategorien A.2 und A.3, die solche Umbauten durchlaufen haben und die als solche nicht von der Befugnis umfasst waren, die den Mitgliedstaaten durch Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung eingeräumt wurde.

66. Folglich ist Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung in Anbetracht der vorstehenden Erwägungen dahin auszulegen, dass er den Mitgliedstaaten gestattet, von der darin vorgesehenen Befugnis für alle halbautomatischen Feuerwaffen der Kategorien A.6 bis A.8 einschließlich derjenigen, die gleichzeitig in die Kategorie A.9 fallen, Gebrauch zu machen.

67. Daraus ergibt sich, dass die in Rn. 32 des vorliegenden Urteils dargelegte Prämisse, auf der die Frage beruht, fehlt.

68. Unter diesen Umständen ist festzustellen, dass die Prüfung der Vorlagefrage nichts ergeben hat, was die Gültigkeit von Art. 7 Abs. 4a der Richtlinie 91/477 in der durch die Richtlinie 2017/853 geänderten Fassung im Hinblick auf Art. 17 Abs. 1, Art. 20 und Art. 21 der Charta sowie den Grundsatz des Vertrauensschutzes berühren könnte ».

B.7.1. Aus diesem Entscheid geht hervor, dass Artikel 7 Absatz 4a der Richtlinie 91/477/EEG in der durch die Richtlinie (EU) 2017/853 abgeänderten Fassung dahin auszulegen ist, dass er den Mitgliedstaaten gestattet, von der Möglichkeit, für alle halbautomatischen Feuerwaffen der Kategorien A6 bis A8 einschließlich derjenigen, die gleichzeitig in die Kategorie A9 fallen, eine Übergangsregelung vorzusehen, Gebrauch zu machen.

B.7.2. Mit Artikel 163 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 hat der Gesetzgeber von der durch Artikel 7 Absatz 4a der Richtlinie 91/477/EWG gebotenen Möglichkeit Gebrauch gemacht. Er fügt in das Gesetz vom 8. Juni 2006 einen neuen Artikel 45/2 ein, der bestimmt:

« Wer vor dem 13. Juni 2017 eine in Artikel 3 § 1 Nr. 19 und 20 erwähnte Waffe rechtmäßig erworben und registriert hat, ob durch eine Erlaubnis, durch eine Registrierung aufgrund eines Jagdscheins, einer Bescheinigung für Privataufseher oder einer Sportschützenlizenz oder durch eine Registrierung im Register eines Zulassungsinhabers, darf diese Waffe weiter in Besitz halten, wenn die anderen gesetzlichen Bedingungen für den Besitz von Waffen erfüllt sind. Die betreffende Waffe kann nur den in Artikel 27 § 3 Absatz 4 erwähnten Sportschützen und zu diesem Zweck zugelassenen Waffenhändlern, Sammlern und Museen überlassen werden. Die Feuerwaffe kann auch gemäß Artikel 3 § 2 Nr. 3 deaktiviert werden oder abgegeben werden ».

B.7.3. Wie der Ministerrat in seinem Ergänzungsschriftsatz anmerkt, und im Lichte der vom Gerichtshof der Europäischen Union gegebenen Antwort ist Artikel 45/2 des Gesetzes vom 8. Juni 2006, eingeführt durch Artikel 163 des Gesetzes vom 5. Mai 2019, dahin auszulegen, dass er auch auf halbautomatische Waffen Anwendung findet, auf die sich Artikel 3 § 1 Nrn. 19 und 20 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 bezieht und die für das Abfeuern von Platzpatronen im Sinne von Artikel 3 § 4 desselben Gesetzes umgebaut wurden (nachstehend: « verbotene halbautomatische Feuerwaffen, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurden »).

B.7.4. Demzufolge ist der Klagegrund unbegründet, insofern er die Personen betrifft, die vor dem 13. Juni 2017 eine verbotene halbautomatische Feuerwaffe rechtmäßig erworben und registriert haben, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurde im Sinne von Artikel 3 § 4 des Gesetzes vom 8. Juni 2006, vorbehaltlich der in B.7.3 erwähnten Auslegung.

B.8. Was die Personen betrifft, die vor dem 13. Juni 2017 eine Feuerwaffe rechtmäßig erworben und registriert haben, die nicht unter Artikel 3 § 1 Nrn. 19 und 20 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 fällt und die ausschließlich für das Abfeuern von Platzpatronen im Sinne von Artikel 3 § 4 desselben Gesetzes umgebaut wurde (nachstehend: « verbotene Feuerwaffe, die keine halbautomatische Waffe ist und für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurde »), und die Personen, die vor diesem Datum eine erlaubnispflichtige Feuerwaffe im Sinne von Artikel 3 § 3 desselben Gesetzes rechtmäßig erworben und registriert haben, die ausschließlich für das Abfeuern von Platzpatronen im Sinne von Artikel 3 § 4 desselben Gesetzes umgebaut wurde (nachstehend: « erlaubnispflichtige Feuerwaffe, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurde »), geht aus der in B.6.2 erwähnten Randnummer 65 des Urteils des Gerichtshofes der Europäischen Union hervor, dass Artikel 7 Absatz 4a der Richtlinie 91/477/EEG sich nicht darauf bezieht. Der Gerichtshof der Europäischen Union stellt in den Randnummern 42 ff. dieses Urteils fest, dass die umgebauten Waffen bereits vor dem Inkrafttreten der Richtlinie (EU) 2017/853 in den Anwendungsbereich der Richtlinie 91/477/EEG fielen. Insofern die Richtlinie (EU) 2017/853 die Regelung dieser umgebauten Waffen nicht ändert, ist es klar, dass der Unionsgesetzgeber nicht die Absicht gehabt hat, eine Übergangsregelung für verbotene Feuerwaffen, die keine halbautomatischen Waffen sind, und erlaubnispflichtige Feuerwaffen, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurden, auszuschließen. Wie in den Randnummern 52 und 53 desselben Urteils angegeben wird, bestand das Ziel des Unionsgesetzgebers im Gegenteil darin, die Wahrung der erworbenen Eigentumsrechte zu gewährleisten. Die Richtlinie 91/477/EEG, abgeändert durch die Richtlinie (EU) 2017/853, kann also nicht dahin ausgelegt werden, dass sie es den Mitgliedstaaten untersagen würde, Maßnahmen zu ergreifen, um dieses Ziel zu verfolgen. Das Nichtvorhandensein einer Übergangsregelung für verbotene Feuerwaffen, die keine halbautomatischen Waffen sind, und erlaubnispflichtige Feuerwaffen, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurden, ist also nicht auf die Richtlinie zurückzuführen.

B.9.1. Der Besitz einer Waffe unter der vorherigen Gesetzgebung kann nicht zur Folge haben, ein erworbenes Recht auf ihren bedingungslosen und unbegrenzten Besitz zu gewähren, und kann den Gesetzgeber also nicht daran hindern, ein System einzuführen, das ihren Besitz verbietet oder sie genehmigungspflichtig macht.

Wenn er das bestehende System verschärft, muss der Gesetzgeber jedoch darauf achten, dass die Personen, die im Rahmen des vorherigen Systems eine solche Waffe rechtmäßig erworben haben, die Möglichkeit haben, sich an die neuen Rechtsvorschriften zu halten.

B.9.2. Insofern sie vorschreiben, dass jede Straftat im Gesetz vorgesehen sein muss, haben Artikel 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 15 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte eine analoge Tragweite wie diejenige von Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung. Die Garantien dieser Bestimmungen bilden daher in diesem Maße ein untrennbares Ganzes.

B.9.3. Indem er der gesetzgebenden Gewalt die Befugnis verleiht, die Fälle zu bestimmen, in denen eine Strafverfolgung möglich ist, gewährleistet Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung jedem Rechtsunterworfenen, dass kein Verhalten strafbar ist, außer aufgrund von Regeln, die durch eine demokratisch gewählte beratende Versammlung angenommen wurden.

Außerdem beruht das Legalitätsprinzip in Strafsachen, das sich aus der vorerwähnten Verfassungsbestimmung ergibt, auf der Überlegung, dass das Strafgesetz so formuliert sein muss, dass jeder zu dem Augenblick, wo er ein Verhalten annimmt, wissen kann, ob dieses Verhalten strafbar ist oder nicht.

B.10.1. Vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung fielen Feuerwaffen, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurden, nicht in den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 8. Juni 2006. Sie waren daher frei verkäuflich.

Die angefochtene Bestimmung bezieht diese Feuerwaffen in den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 8. Juni 2006 ein und stuft sie je nach der Kategorie, der sie vor ihrem Umbau angehörten, in die Kategorie der verbotenen Waffen oder der erlaubnispflichtigen Waffen ein. Folglich sind unter Vorbehalt der in B.7.3 erwähnten Auslegung Personen, die eine solche Feuerwaffe vor dem 13. Juni 2017 erworben und registriert hatten, seit dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 5. Mai 2019 am 3. Juni 2019 plötzlich im Besitz einer verbotenen Waffe oder einer erlaubnispflichtigen Waffe, für die sie keine Erlaubnis haben.

B.10.2. Vorbehaltlich der in B.7.3 erwähnten Auslegung ist im Gesetz vom 5. Mai 2019 nicht geregelt, wie Personen, die eine für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaute Feuerwaffe vor dem 13. Juni 2017 rechtmäßig erworben haben, den neuen verbotenen oder erlaubnispflichtigen Status dieser Waffe beachten können. Ein Abänderungsantrag, mit dem ein solches System vorgesehen werden sollte (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3515/003, SS. 4-7) wurde abgelehnt (*Parl. Dok.*, Kammer, 2018-2019, DOC 54-3515/005, S. 66).

B.10.3. In der Vergangenheit hat der Gesetzgeber aber bereits einen Anpassungszeitraum für Personen, die eine verbotene Feuerwaffe besaßen oder die eine erlaubnispflichtige Feuerwaffe besaßen, ohne über die erforderliche Erlaubnis zu verfügen, vorgesehen.

So bestimmt Artikel 45 § 1 des Gesetzes vom 8. Juni 2006, dass derjenige, der am Tag des Inkrafttretens dieses Gesetzes eine verbotene Waffe oder verbotene Munition besitzt, sie spätestens am 31. Oktober 2008 beim lokalen Polizeidienst seiner Wahl abgeben kann, ohne auf der Grundlage des Gesetzes vom 8. Juni 2006 verfolgt zu werden. Personen, die am Tag des Inkrafttretens des Gesetzes vom 8. Juni 2006 über eine Besitzerlaubnis für eine Waffe verfügten, die aufgrund dieses Gesetzes verboten wurde, mussten sie aufgrund von Artikel 45 § 3 dieses Gesetzes spätestens zum 31. Oktober 2008 entweder vom Prüfstand für Feuerwaffen unumkehrbar zu einer nichtverbotenen Feuerwaffe umbauen lassen oder unbrauchbar machen lassen oder sie einer Person überlassen, die berechtigt ist, sie zu besitzen, oder sie gegen eine vom Minister der Justiz festzulegende gerechte Entschädigung bei der lokalen Polizei ihres Wohnortes abgeben.

Artikel 44 § 1 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 bestimmt, dass derjenige, der am Tag des Inkrafttretens dieses Gesetzes ohne Besitzerlaubnis eine Waffe oder Munition besaß, für die gemäß dem Gesetz vom 3. Januar 1933 « über die Herstellung und das Mitführen von Waffen und über den Handel mit Waffen und Munition » eine Besitzerlaubnis für eine Verteidigungs- oder eine Kriegswaffe erforderlich war, spätestens am 31. Oktober 2008 die erforderliche Erlaubnis beantragen konnte, ohne für diese Straftat verfolgt werden zu können. Nach Artikel 44 § 2 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 musste derjenige, der am Tag des Inkrafttretens dieses Gesetzes eine Feuerwaffe besaß, die aufgrund dieses Gesetzes erlaubnispflichtig geworden war, sie spätestens am 31. Oktober 2008 beim Gouverneur melden. Ihm wurde ein Besitzerlaubnisschein ausgestellt, sofern er volljährig war, nicht verurteilt worden war und es keinen Grund der öffentlichen Ordnung gab, der zu einem Entzug der Erlaubnis führte. In beiden Fällen galt der Antrag auf Erlaubnis als vorläufige Erlaubnis.

Die Artikel 11/1 und 11/2 des Gesetzes vom 8. Juni 2006, eingefügt durch das Gesetz vom 25. Juli 2008 « zur Abänderung des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen », bestimmen, dass eine « Besitzerlaubnis » Personen erteilt wird, die eine Waffe, für die eine Erlaubnis erteilt worden ist oder für die vor Inkrafttreten des Gesetzes vom 8. Juni 2006 keine Erlaubnis erforderlich war, in ihrem Vermögen behalten möchten. Diese Erlaubnis ist nur für den einfachen Besitz der Waffe, Munition ausgenommen, gültig. Der Antrag auf eine solche Erlaubnis musste binnen zwei Monaten nach Inkrafttreten der Artikel 11/1 und 11/2 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 eingereicht werden.

Schließlich bestimmt Artikel 45/1 § 1 des Gesetzes vom 8. Juni 2006, eingefügt durch das Gesetz vom 7. Januar 2018 « zur Abänderung des Gesetzes vom 8. Juni 2006 zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen und des Zivilgesetzbuches », dass derjenige, der ohne die erforderliche Zulassung oder Erlaubnis eine erlaubnispflichtige Waffe, ein Einsteckmagazin oder Munition besaß, dies bis zum 31. Dezember 2018 im Hinblick auf die Zulassung, Erlaubnis, Registrierung, Unbrauchbarmachung auf seine Kosten, Überlassung oder Abgabe dieser Waffe der lokalen Polizei melden musste. In Erwartung eines Beschlusses des Gouverneurs galt ein Antrag auf Zulassung oder auf Erlaubnis aufgrund von Artikel 45/1 § 2 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 als vorläufige Zulassung beziehungsweise Erlaubnis. Derjenige, der die Amnestieregelung anwandte, konnte nach Artikel 45/1 § 4 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 nicht wegen Fehlens der betreffenden Erlaubnis verfolgt werden, wenn dieser Umstand zum Zeitpunkt der Meldung keinen Anlass zu einem spezifischen Protokoll oder einer spezifischen Untersuchungshandlung eines Polizeidienstes oder einer Gerichtsbehörde gegeben hatte.

Die vorerwähnten Regelungen galten nur während eines begrenzten Zeitraums und können daher nicht auf Feuerwaffen angewandt werden, die infolge der angefochtenen Bestimmung verboten oder erlaubnispflichtig wurden.

B.10.4. Für die verbotenen Feuerwaffen, die keine halbautomatischen Waffen sind und für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurden, bedeutet dies, dass diese Personen plötzlich eine Feuerwaffe besitzen, die sie nach Artikel 8 Absatz 1 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 nicht herstellen, instand setzen, zum Verkauf auslegen, verkaufen, überlassen, befördern, lagern, besitzen oder mit sich führen dürfen. Mit anderen Worten: Sie dürfen die fragliche Feuerwaffe weder behalten noch veräußern.

Personen, die nicht über die erforderliche Erlaubnis für eine erlaubnispflichtige und für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaute Feuerwaffe verfügen, besitzen seit dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 5. Mai 2019 am 3. Juni 2019 plötzlich eine Feuerwaffe, die sie nach Artikel 11 § 1 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 nicht besitzen dürfen. Da es diese Bestimmung erfordert, dass die Erlaubnis « vor » dem Erwerb der Waffe eingeholt wird, haben die betroffenen Personen auch nicht die geringste Möglichkeit, ihre Situation zu regularisieren.

Artikel 23 Absatz 1 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 bestimmt aber, dass derjenige, der « gegen die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes oder seiner Ausführungserlasse und des in Artikel 47 erwähnten Gesetzes verstößt, [...] mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu fünf Jahren und mit einer Geldbuße von 100 bis zu 25.000 EUR oder mit lediglich einer dieser Strafen belegt [wird] ». Der Umstand, dass die Betroffenen vor dem Strafrichter geltend machen könnten, dass das moralische Element der Straftat fehlt, verhindert nicht, dass die angefochtene Bestimmung sie in eine Situation bringt, in der sie ein Begehen des materiellen Elements der Straftat nicht vermeiden können.

B.10.5. Die angefochtene Bestimmung verstößt folglich gegen Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 15 Absatz 1 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, indem sie keine Übergangsregelung für Personen vorsieht, die vor dem 13. Juni 2017 eine verbotene Feuerwaffe rechtmäßig erworben und registriert haben, die keine halbautomatische Waffe ist, oder eine erlaubnispflichtige Waffe, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurde, im Sinne von Artikel 3 § 4 des Gesetzes vom 8. Juni 2006.

Es obliegt jedoch ausschließlich dem Gesetzgeber, der festgestellten Lücke abzuhelpen und die Art und Weise zu bestimmen, wie eine solche Übergangsregelung zu organisieren ist.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 153 Nr. 5 des Gesetzes vom 5. Mai 2019 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Strafsachen und im Bereich Kulte sowie zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Mai 2002 über die Sterbehilfe und des Sozialstrafgesetzbuches » insofern, als er keine Übergangsregelung für Personen vorsieht, die vor dem 13. Juni 2017 eine verbotene Feuerwaffe rechtmäßig erworben und registriert haben, die keine halbautomatische Waffe ist, oder eine erlaubnispflichtige Waffe, die für den ausschließlichen Zweck, Platzpatronen abzufeuern, umgebaut wurde, im Sinne von Artikel 3 § 4 des Gesetzes vom 8. Juni 2006 « zur Regelung der wirtschaftlichen und individuellen Tätigkeiten mit Waffen », für nichtig;

- weist die Klage vorbehaltlich der in B.7.3 erwähnten Auslegung von Artikel 163 desselben Gesetzes vom 5. Mai 2019 im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 4. Juli 2024.

Der Kanzler,
Nicolas Dupont

Der Präsident,
Pierre Nihoul

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2024/007707]

19 JULI 2024. — Koninklijk besluit houdende eerste verdeling van het provisioneel krediet ingeschreven in het programma 06-90-1 van de wet van 22 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2024 en bestemd tot het dekken van de meerkosten ten gevolge van de index

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2024, artikel 2.06.2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 juli 2024;

Overwegende dat op het programma 06-90-1 van de wet van 22 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2024, een provisioneel vastleggingskrediet en een provisioneel vereffeningskrediet van 790.544.000 euro is ingeschreven voor het dekken van de meerkosten ten gevolge van de index;

Overwegende dat de spilindex voor de overheidswedden en sociale uitkeringen in april 2024 laatst werd bereikt;

Op de voordracht van de staatssecretaris voor Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een vastleggingskrediet van 378.558.424 euro en een vereffeningskrediet van 378.552.424 euro worden afgenomen van het provisioneel krediet, ingeschreven op het programma 06-90-1 (basisallocatie 90.10.01.00.07) van de wet van 22 december 2023 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2024, en wordt verdeeld overeenkomstig de bijgevoegde tabel.

De in deze tabel vermelde bedragen worden gevoegd bij de kredieten die onder de betrokken programma's en basisallocaties zijn uitgetrokken voor het begrotingsjaar 2024.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 24 juli 2024.

Art. 3. De minister bevoegd voor Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2024.

FILIP

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Begroting,
A. BERTRAND

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2024/007707]

19 JUILLET 2024. — Arrêté royal portant première répartition du crédit provisionnel inscrit au programme 06-90-1 de la loi du 22 décembre 2023 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2024 et destiné à couvrir les surcoûts de l'indexation

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 décembre 2023 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2024, l'article 2.06.2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 juillet 2024;

Considérant qu'un crédit d'engagement et un crédit de liquidation provisionnel de 790.544.000 euros, destinés à couvrir les surcoûts de l'indexation, sont inscrits au programme 06-90-1 de la loi du 22 décembre 2023 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2024;

Considérant que l'indice pivot pour les allocations sociales et les salaires dans le secteur public a été atteint en avril 2024;

Sur la proposition de la secrétaire d'Etat au Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un crédit d'engagement de 378.558.424 euros et un crédit de liquidation de 378.552.424 euros sont prélevés du crédit provisionnel, inscrit au programme 06-90-1 (allocation de base 90.10.01.00.07) de la loi du 22 décembre 2023 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2024, et sont répartis conformément au tableau ci-annexé.

Les montants figurant dans ce tableau sont rattachés aux crédits prévus pour l'année budgétaire 2024 aux programmes et allocations de base concernés.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 24 juillet 2024.

Art. 3. Le ministre qui a le Budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2024.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Secrétaire d'Etat au Budget,
A. BERTRAND